

POPULATION AND QUALITY OF LIFE
INDEPENDENT COMMISSION



POPULATION ET QUALITÉ DE LA VIE
COMMISSION INDÉPENDANTE

6163.95

N° titre à 741.000 ex!!!

Nadia Khouri-Dagher

Fundação Cuidar o Futuro

(v. p. 15)

(Pour ce dossier je leur ai donné
mieux dans Panorama et al →

et vote (trait officiel) .

Fundação Cuidar o Futuro



SOLIDARITÉ MONDIALE CONVERGENCE

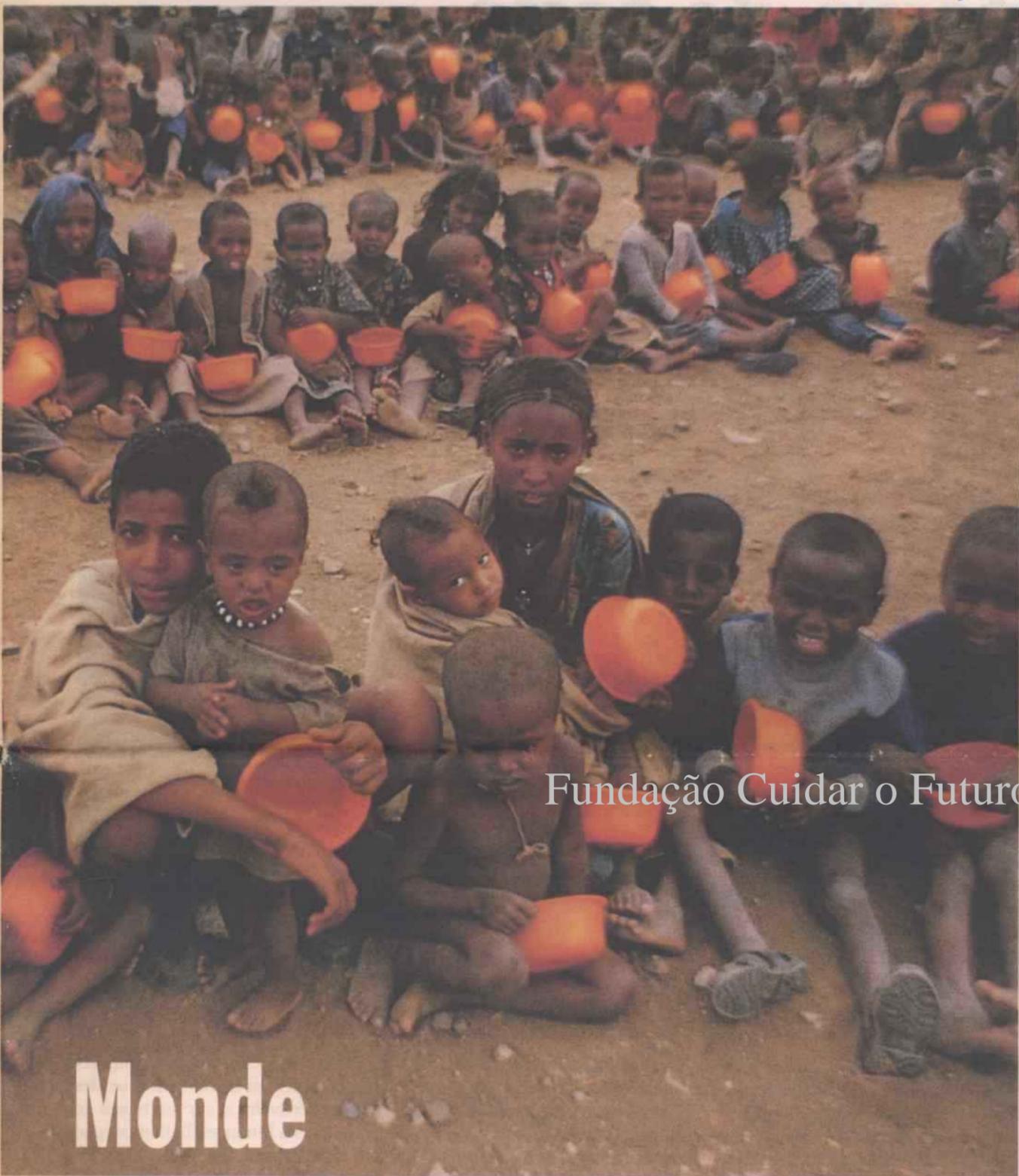
Mensuel de la solidarité édité par le Secours populaire français Mars 1995 Numéro 147. 3 F



Notre invitée témoin

Maria de Lourdes Pintasilgo,

présidente de la Commission
population et qualité de la vie, ancien
Premier ministre du Portugal.



Fundação Cuidar o Futuro

Monde

Priorité au développement

Par-delà les opérations ponctuelles hypermédiatisées, le travail au quotidien du SPF pour un mieux-être global alliant développement sanitaire, économique, et respect des droits de l'homme. Une méthode basée sur un solide partenariat local.

Chers amis lecteurs,

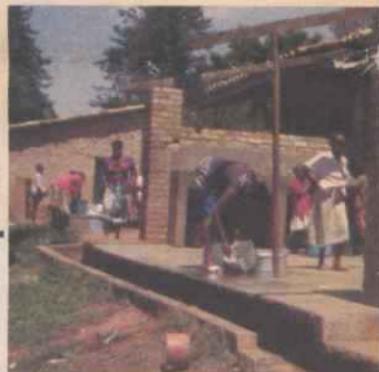
Voici votre numéro Bilan monde. Des reportages, des analyses, des chiffres, des témoignages. Tout sur l'action du SPF dans le monde en 1994. Côté France, la solidarité n'est pas demeurée en reste. Devant l'ampleur des inondations, le SPF s'est mobilisé dès février pour les 43 départements sinistrés de Bretagne, Normandie et Champagne-Ardenne. Premier bilan : 250 tonnes de marchandises, dont 40 000 litres d'eau minérale, ont été distribués par des centaines de volontaires... Le numéro d'avril où vous retrouverez vos pages régionales fera le point sur les inondations et présentera les enjeux du sommet de Copenhague pour le développement social. A cette occasion, *Convergence* offrira sa tribune à M. Yvon Chotard, président du comité interministériel français de préparation de ce sommet.

Lutter contre la pauvreté, l'affaire de tous

NOTRE
DOSSIER

Combattre la pauvreté n'est pas seulement affaire de professionnels. Au Secours populaire, le volontariat demeure l'ossature de la solidarité internationale **P.2**

**En Afrique,
après l'urgence
rwandaise, prio-
rité au dévelop-
pement P.6**



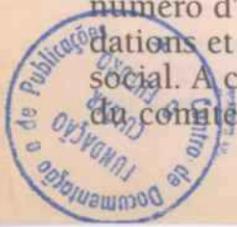
**Education et santé pour tous,
principal enjeu en Asie P.8**



**En Amérique
latine, heureu-
se alliance
entre bénévo-
lat et expertise
scientifique P.12**



**Europe de
l'Est, aider
à la recons-
truction P.14**



1994 : RÉDUIRE LA PAUVRETÉ MONDIALE

REPERES

L'année dernière en quelques dates

Janvier

1^{er} : Au Mexique, les Indiens de l'Armée zapatiste de libération nationale entrent en insurrection dans l'État du Chiapas.

12 : Dans 13 pays africains, le Franc CFA est dévalué de 50 %. Les plus pauvres sont touchés par cette mesure économique.

Mars

25 : Fin de l'opération « Rendre l'espoir » en Somalie.

Avril

6 : Juvenal Habyarimana et Cyprien Ntaryamira, présidents du Rwanda et du Burundi sont tués lors d'un attentat.

Quelques jours plus tard, commence le massacre des Tutsis et des opposants politiques. Il fera un million de morts.

26-29 : Les premières élections multiraciales en Afrique du Sud conduisent Nelson Mandela à la tête du pays.

Mai

5 : Le Sud et le Nord du Yémen réunifié entrent en guerre.

Juillet

1^{er} : Retour de Yasser Arafat dans le territoire autonome de Gaza.

Août

A Cuba, les candidats à l'exil s'engagent par milliers sur des radeaux de fortune en direction de la Floride.

10 : L'écrivain Taslima Nasreen quitte le Bangladesh après sa condamnation à mort pour blasphème envers l'islam.

31 : En Irlande du Nord, l'Armée républicaine irlandaise annonce une cessation de la violence.

Septembre

5-13 : Conférence des Nations unies sur la population et le développement, au Caire.

Octobre

15 : Le président Jean-Bertrand Aristide revient en Haïti après 3 ans d'exil.

Novembre

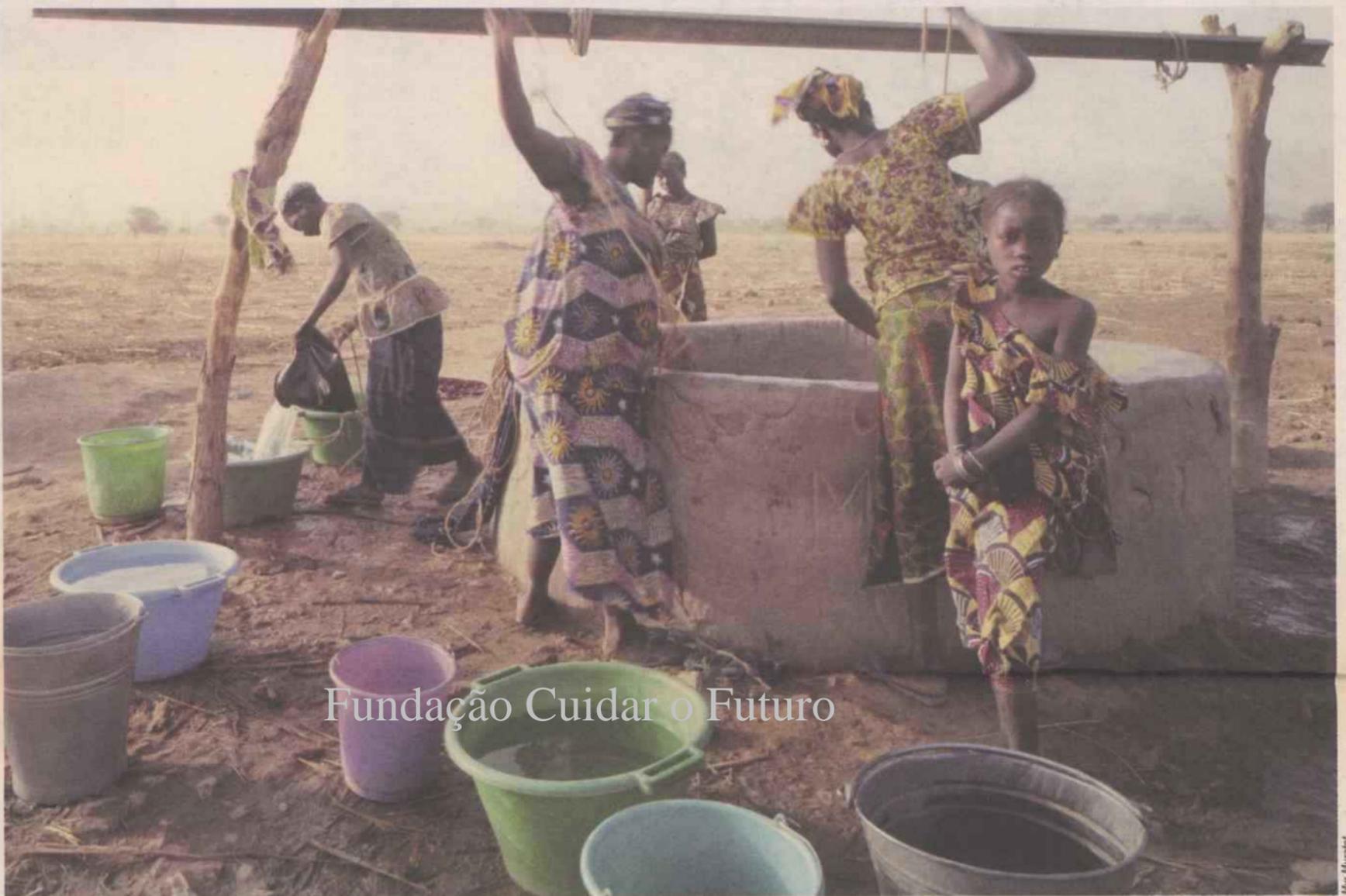
20 : En Angola, le gouvernement et les forces d'opposition de l'UNITA signent un accord de paix, après 19 ans de guerre civile.

Décembre

11 : Les forces militaires russes interviennent en Tchétchénie.

24 : Prise d'otages dans un avion d'Air France sur l'aéroport d'Alger.

L'aide au développement est l'affaire de tous



Fundação Cuidar o Futuro

Femmes au puits dans la province de Tinga au Mali.

ANALYSE

L'aide au développement humain durable est devenue un défi pour les institutions internationales et les organisations humanitaires. L'objectif est clair : combattre la misère dans le monde et garantir la sécurité des personnes. Un combat qui nécessite la participation de tous.

Par Bruno Lafosse.

Développement humain durable. A l'heure du Sommet sur le développement social à Copenhague, l'expression figure dans tous les rapports des organisations internationales et des ONG (organisations non gouvernementales). Par-delà l'effet de mode, c'est la conception même du développement qui a changé. Il n'est plus question de donner au tiers monde pour soulager sa conscience, exporter un mode de vie, ouvrir de nouveaux marchés... Il s'agit de promouvoir un développement « axé sur les gens, l'emploi, la nature et les femmes. Il donne la priorité aux pauvres, leur permet de participer aux décisions influant sur leur vie », explique le rapport 1994 du Programme des Nations unies pour le développement.

Sur le terrain, le développement humain durable doit se traduire par une approche globale des problèmes des populations et la volonté de « gagner le ferme appui des bénéficiaires en les faisant participer activement au choix, à la conception et à la mise en œuvre des programmes » (1).

Ce bouleversement des conceptions du développement s'accompagne de changements d'attitude par rapport au tiers monde. En France, la crise écono-

mique renforce la volonté d'aider prioritairement les victimes de la pauvreté (2). La générosité est désormais plus exigeante sur l'utilisation des dons et le type d'actions à soutenir. La moitié des Français souhaitent favoriser un développement non seulement économique mais aussi social, culturel et environnemental (2).

Chacun peut s'investir dans un projet de développement et suivre sa progression

Les ONG qui œuvrent sur le terrain depuis longtemps apprécient cette évolution. D'autant plus, qu'avec des moyens limités mais des actions adaptées, elles ont contribué à changer les mentalités en montrant ce qu'il était possible de réaliser. Un effort reste cependant à faire pour mieux répondre aux préoccupations des bénévoles et des donateurs ainsi qu'à l'exigence des populations concernées par l'aide. Certaines organisations humanitaires diversifient leurs façons d'agir : coups publicitaires, implication personnelle des donateurs, ou professionnalisation accrue des volontaires.

De son côté, le Secours populaire préfère compter sur la multiplication des actions bénévoles et sur son réseau de partenaires à l'étranger. Il promeut une solidarité décentralisée, proche des donateurs comme des besoins fondamentaux exprimés par les populations concernées. Il établit des relations de confiance avec des groupes locaux qui garantissent un bon déroulement et une efficacité des actions. Cette solidarité peut mobiliser tout le monde et pas seulement des professionnels. Une école, un groupe d'amis, un quartier, même « défavorisé », peuvent prendre en main une action de solidarité.

Le Secours populaire français souhaite démultiplier les actions afin de répondre à ce défi de la fin du siècle : faire reculer la pauvreté dans le monde. Il partage la recommandation de l'UNICEF : « Si nous voulons atteindre cet objectif, ce ne sont pas des milliers mais des dizaines de milliers d'organisations, pas des dizaines de milliers mais des millions de personnes qui devront apporter leur concours. » (3).

(1) Guido Dumon, *Le Courrier*, ACP-UE, n° 141.

(2) « Baromètre de la solidarité » CCFD, 1995.

(3) *La situation des enfants dans le monde*, Unicef, 1995.

Le coût de l'inaction peut se révéler très lourd

PAROLE D'EXPERT

Juan Somavia Altamirano, ambassadeur du Chili auprès des Nations unies. Président du comité préparatoire du Sommet de Copenhague.

Le Sommet mondial sur le développement social est le plus important congrès jamais convoqué par les Nations unies. Y seront évoqués les problèmes les plus difficiles à résoudre par les gouvernements : pauvreté, emploi, intégration sociale, égalité entre les hommes et les femmes, coopération internationale, partenariat. De nombreux chefs d'Etat sont présents. Ils savent que le coût politique de l'inaction peut se révéler très lourd.

Le Sommet engage un processus qui va produire de nombreux effets. Beaucoup de gens sont mobilisés. Parallèlement aux négociations officielles, se tiennent des rencontres de chômeurs, de syndicats, d'entrepreneurs, d'ONG (organisations non gouvernementales)... Toutes les propositions faites par les différents groupes n'ont pas été acceptées, mais elles ont été discutées et les gouvernements en ont entendu parler. Après Copenhague, aucune organisation in-

ternationale ne sera créée pour assurer un suivi, lequel relèvera d'abord de la responsabilité des nations et pourra être soutenu au niveau international. Les commissions économiques régionales, la Banque mondiale, les banques régionales de développement, les structures locales du PNUD (Programme des Nations unies pour le développement) peuvent aussi en être parties prenantes. Il s'agit de dégager des priorités pour le développement social au niveau des nations, tant en ressources humaines que financières. Les ressources internationales peuvent aussi venir en appui. De fait, les résultats du Sommet dépendront de la politique des Etats et de la mobilisation de la société civile. Les ONG ont un rôle fondamental à jouer. Elles sont en général porteuses de créativité et de propositions alternatives, et bénéficient de l'expérience du terrain. Elles ont aussi un rôle important de groupe de pression pour éviter les retours en arrière par rapport aux décisions prises. On voit, par exemple, le rôle important que jouent les organisations de femmes lors des prises de décisions.



Maria de Lourdes Pintasilgo

Il est urgent d'augmenter l'aide internationale. Selon l'ONU, les pays riches devraient consacrer 1% de leur PNB au développement.

TEMOIGNAGES



Corinne Makowski
Secrétaire nationale du Secours populaire chargée de la solidarité mondiale.

Nos actions de développement sont essentiellement locales, adaptées au terrain. Elles prennent en compte l'environnement social, politique et culturel afin de s'intégrer au développement général du pays. Cette démarche nous permet de mettre en place des projets reproductibles par les bénéficiaires afin que les gens prennent en main leur développement, qu'ils interviennent sur tous les problèmes qui les concernent. Ces relations privilégiées nous permettent de mieux satisfaire les donateurs qui veulent davantage de transparence dans l'utilisation des fonds et de contacts avec les populations aidées. Nous créons des liens plus directs. Au Maroc, des prisonniers politiques sont soutenus par leurs parrains en France. Dans le Nord, un groupe d'enfants se mobilise pour leurs copains en Bolivie. Il peuvent vérifier l'efficacité de leur aide. Cette pratique d'une solidarité populaire est notre meilleure garantie de réussite et de transparence.

Ahmed Debbouze.
Directeur de l'agence de voyage Article 27.

Nous voulons favoriser la découverte d'un pays sous toutes ses facettes : culture, environnement, économie... Notre partenariat avec le Secours populaire, vise

à faire découvrir et à financer en partie un projet de développement au cours d'un voyage. Nous versons 10% de nos résultats au Secours populaire. Le voyageur vit son séjour comme témoin, ambassadeur et acteur de la solidarité. Il s'agit d'une rencontre, d'un temps de partage, de vie commune, en situation d'égalité. Les voyageurs sont actifs dans la découverte du projet, ils s'informent et le cas échéant participent à sa réalisation.



Lors du premier séjour, qui aura lieu à Cuba, les participants partageront le quotidien des habitants de la région de Pinar del Rio, où le SPF aide une coopérative rurale à mettre en place une ligne de fabrication de jus de fruits. C'est un premier test. Il y aura d'autres destinations vers d'autres projets du Secours populaire à découvrir.

La solidarité mondiale augmente



Evolution du budget de la solidarité mondiale apportée par le SPF depuis 1990 (exprimée en millions de francs). En quatre ans, la solidarité mondiale a fait un bond de 40%.

Sur tous les continents



Répartition de l'aide apportée par le SPF en 1993. Les interventions multiples en ex-Yougoslavie expliquent la part prépondérante de l'Europe.

Le SPF et l'Union européenne

La coopération entre le SPF et la Communauté européenne remonte à 1980, avec l'aide aux survivants du génocide au Cambodge : des centaines de tonnes de matériel ont été acheminées vers Phnom Penh. Par ailleurs, les services de la section Aide alimentaire apportaient notre solidarité à plusieurs pays d'Afrique. Dans le même temps, s'installait un partenariat avec la direction européenne de l'aide au développement. Depuis six ans, près de 30 projets ont été cofinancés par l'Union européenne, dont la contribution est de 3,3 millions de francs. Sur tous les continents, des programmes ont pu être menés à terme dans les domaines agricole, hydraulique, sanitaire, dans ceux de l'éducation et de la formation. Nouvelle preuve de la reconnaissance du SPF par les institutions : la signature du contrat avec ECHO (office humanitaire de l'Union européenne) qui gère les programmes d'urgence. Prochaine étape, la reconnaissance du Secours populaire français par les Nations unies.



Les petits écoliers de La Paz aidés par le Secours populaire.

Si l'aide au développement vous tente

ACTION

Le Secours populaire souhaite encourager les vocations humanitaires. Il offre mille et une possibilités de s'impliquer dans des actions de solidarité directe. A Fresnes-sur-Escaut dans le Nord, les enfants d'une école ont aidé d'autres enfants d'un quartier pauvre de La Paz, en Bolivie, à étudier eux aussi dans une école digne de ce nom. Au Maroc, les prisonniers d'opinion reçoivent le soutien de parrains français. Dans les départements du Nord et du Pas-de-Calais des familles reçoivent des enfants de la région de Tchernobyl et, à leur tour, leur rendent visite en Biélorussie. L'opération Arc-en-ciel permet à des gens comme vous et moi de prendre part à un projet. Des actions de développe-

ment répondant aux besoins des populations sont découpées en mini-projets, accessibles financièrement à des petits groupes. Ces programmes sont à votre disposition. A vous d'inventer les actions de financement qui vont avec. En relation avec les gens concernés sur place, vous pourrez suivre l'évolution du projet jusqu'à sa réalisation finale. Enfin, pour les routards au grand cœur, l'agence Article 27 donne l'occasion de découvrir et de soutenir sur place un projet de développement du Secours populaire. Les premiers voyageurs partageront la vie des paysans cubains de La Palma qui mettent en place une petite agro-industrie. Avis aux amateurs...

B. L.

JE SOUTIENS LES ACTIVITÉS DU SECOURS POPULAIRE

Je joins un chèque de

A l'ordre du Secours populaire français

Nom

Prénom

Adresse

Code postal

Bon à adresser avec le règlement au comité ou à la fédération de votre région ou au Secours populaire français : 9/11 rue Froissart, 75140 Paris cedex 03. Je recevrai un reçu qui me permettra de bénéficier d'une réduction d'impôt égale à 40% du montant de mon don dans la limite de 5% de mon revenu imposable. Secours populaire : CCP 2333 S Paris. Informations : 36 15 Secours populaire.



1994: LE SPF PRÉSENT DANS 64 PAYS



Europe



En 1994, la guerre en ex-Yougoslavie continue de mobiliser les énergies. Le Secours populaire a apporté son aide aux victimes du conflit sur place comme aux réfugiés et a effectué en parallèle un travail de prévention en Macédoine, en Albanie et au Kosovo, pays limitrophes. Par ailleurs, des programmes d'aide ont été lancés en faveur des habitants des pays de l'ancien bloc de l'Est qui payent cher le déclin économique de leurs contrées.

SAHARA OCCIDENTAL

En quatre ans, les populations ont subi une baisse de revenus importante (près de 40 % en Russie et en Bulgarie) ainsi qu'une détérioration de la qualité des services de santé et d'éducation.
Missions du Secours populaire sur le continent en 1994: Albanie, Biélorussie, Bosnie, Croatie, Géorgie, Hongrie, Italie, Kosovo, Roumanie, République Tchèque.

Amérique latine



Insurrection dans l'État du Chiapas, chute de la monnaie au Mexique, conflit entre le Pérou et l'Équateur, menaces sur les peuples indigènes, déforestation, culture du coca, misère... Malgré une démocratisation et un développement économique certains, le continent américain n'est pas à l'abri des pires fléaux. La solidarité reste nécessaire, particulièrement en faveur des populations les plus pauvres. Message reçu par le SPF qui multiplie les programmes de développement. Les coopératives mises en place ou soutenues par le Secours populaire aident les populations à s'investir dans le développement économique de leur ville ou de leur région. Les résultats de 1994 sont encourageants. A Hopelchen au Mexique, 1500 Indiens améliorent leur ordi-

naire grâce à la production de miel. Au Chili, à Punta Arenas, la coopérative de traitement des produits de la mer fait vivre 300 familles. A la Teja en Uruguay, la création d'un atelier coopératif de production de couvertures a permis la création de 60 emplois et vise à financer la polyclinique de quartier. Enfin, un effort particulier est fait en direction de la population cubaine: avec trois programmes pour améliorer la production alimentaire afin de palier les carences d'une économie en chute libre.
Missions du Secours populaire sur le continent en 1994: Bolivie, Cuba, Mexique, Paraguay, Uruguay, États-Unis.

Fundação Cuidar o Futuro



En 1994, le SPF a envoyé 87 missions, soit 207 personnes en Europe, Afrique, Amérique et Asie.



Asie Moyen-Orient



Le continent asiatique reste une terre de contrastes en matière d'éducation et d'accès aux soins. Les efforts entrepris par les pays du Sud-Est asiatique cachent difficilement les maigres résultats obtenus par les régions du Sud et du Moyen-Orient. Alors que plus de huit personnes sur dix sont alphabétisées au Viet Nam; elles ne sont que cinq sur dix en Iran. Côté santé les progrès sont encore inégaux. Le virus de la

polio est en voie d'éradication tandis que la couverture antitétanique se réduit en Jordanie, en Irak et au Bouthan. La planification familiale reste un point faible des pays du Moyen-Orient (33% des femmes y ont recours) et d'Asie du Sud (40% des femmes), alors que l'Asie du Sud-Est connaît le taux le plus élevé du monde (74% des femmes). Présent dans 11 pays d'Asie et du Moyen-Orient, le SPF propose des actions qui conduisent à une meilleure santé et à une éducation pour tous.

Missions du Secours populaire sur le continent en 1994 : Inde, Viet Nam, Cisjordanie, Kurdistan d'Irak, Liban, Yémen.

Fundação Cuidar o Futuro

Afrique



En 1993, huit des onze pays les plus pauvres du monde étaient des États du continent africain. En 1994, cinq de ces pays étaient en guerre ou connaissaient de graves troubles. Les situations de misère et de sous-développement mêlées à l'intolérance sont souvent à la source des conflits, comme l'a montré le drame rwandais. Au-delà de l'indispensable aide d'urgence, la question du développement reste donc cruciale sur le continent le plus pauvre du monde. Dans 25 pays

du continent africain, le SPF contribue à assurer la sécurité humaine sur laquelle on peut construire un développement durable. Au Rwanda, après le génocide, le SPF aide les enfants « non accompagnés » à retrouver un cadre proche de la cellule familiale. Un centre de formation professionnelle permet à des jeunes d'apprendre un métier utile à la reconstruction du pays. Au Burkina Faso, un dispensaire a été rénové et une maternité construite. En Égypte, au Caire, le Secours populaire aide au fonctionnement du centre égyptien de travail social. 800 000 habitants profitent des soins et des cours d'alphabétisation qui leur ouvrent d'autres horizons.

Missions du Secours populaire sur le continent en 1994 : Afrique du Sud, Algérie, Angola, Burkina Faso, Égypte, Éthiopie, Madagascar, Mali, Maroc, Mozambique, Namibie, Rwanda, Sénégal, Somalie, Tanzanie.

AFRIQUE: DU RWANDA A L'ALGÉRIE



ZOOM

Madagascar

En 1994, une subvention de 240 000 écus a été accordée par l'Union européenne à Madagascar. Ces fonds ont permis de faire face aux désastres causés par huit cyclones. En 6 mois, 357 000 personnes ont été sinistrées. Des tôles, de la nourriture, du savon et des kits de cuisine ont été achetés pour couvrir les premiers besoins de la population.

Mali

Un pont sera construit à Diakoné. C'est l'engagement pris par les responsables de la fédération du Pas-de-Calais lors de leur séjour au Mali en mars dernier. « Un bon exemple de coopération décentralisée », a remarqué le président malien. Objectif : la possibilité pour les habitants de continuer à se rendre à l'école, à la coopérative agricole, habituellement inaccessibles à la saison des pluies.

Maroc

400 prisonniers ont été libérés des prisons marocaines à la fin de l'année 1994. C'est une bonne nouvelle pour tous les parrains et marraines qui continuent par leur courrier régulier à soutenir moralement ces prisonniers. Pour ceux qui sont encore détenus, l'action continue grâce, notamment, aux fédérations du Rhône, de Seine-et-Marne et de Belfort.

Afrique

720 000 enfants africains de moins de 5 ans mourront du sida en 2010. C'est l'estimation faite en 1994 par le Bureau statistique des Etats-Unis s'agissant de l'impact de l'épidémie sur la croissance démographique à long terme dans les 13 pays africains potentiellement les plus touchés.



Construction de l'orphelinat à Butaré.

Burkina Faso : construction d'une maternité

8 à 15 kilomètres séparent les villageoises de Fina de la plus proche maternité. Pour répondre à la demande de ces femmes, la construction d'une maternité de deux pièces a été décidée. Déjà 1 500 francs, sur une donation globale de 20 000 francs du SPF, ont permis la fabrication de 1 500 briques et de portes-fenêtres en tôle. L'achèvement des travaux est prévu entre juin et juillet 1995.

Egypte : aide au développement social

Zone industrielle très polluée du Caire, Haloine connaît une recrudescence des maladies pulmonaires et allergiques. Pour les combattre, le Centre égyptien de travail social et développement propose des soins médicaux ainsi que des cours d'alphabétisation destinés à 800 000 habitants, pour la plupart démunis. Le budget total du projet s'élève à 189 400 F, dont 99 000 F apportés par la Communauté européenne.

Algérie : les associations au secours des femmes

Durant l'année 1994, année internationale de la famille pour l'ONU, une soixantaine d'associations se sont concertées pour lancer des initiatives concernant le statut des femmes ou la santé de l'enfant. Les associations sont jeunes en Algérie. Elles ont pu se constituer librement après 1989. Ainsi, de plus en plus, elles interviennent sur le terrain malgré toutes les difficultés de la situation. Par exemple, en cas de divorce, il y a souvent perte du domicile familial pour les femmes. Cette situation résulte des dispositions du Code de la famille en la matière. Chaque année, un grand nombre de femmes se retrouvent donc à la rue. Pour apporter une solution à ce douloureux problème, des chalets d'accueil pour femmes et enfants ont été mis en place.

En 1994, le Secours populaire a participé à l'équipement électroménager d'une de ces habitations et a également envoyé des berceaux, des lits et des matelas pour les mères. Ces dernières bénéficient d'une formation dans l'espoir d'une insertion professionnelle.

Toujours en partenariat avec les associations locales, le Secours populaire a également accueilli en France, pour un séjour en montagne, des enfants et adolescents algériens dont les familles avaient été exposées à la violence ou au terrorisme. Cette initiative devrait se renouveler régulièrement aux prochaines vacances scolaires.

Quatre missions du SPF au Rwanda

SUR LE TERRAIN

De mai 1994 à janvier 1995, quatre missions du SPF sont intervenues au Rwanda. Aux opérations d'urgence succède aujourd'hui un programme de réinsertion sociale.

À u mois d'avril 1994, le drame du Rwanda n'est pas encore à la une des journaux. Pourtant, dès le 12 mai, une première mission du Secours populaire arrive en Tanzanie. Elle y rencontre des réfugiés rwandais et procède à une évaluation de leurs besoins. Une première aide financière de 1 000 dollars est apportée à un hôpital construit au milieu des camps de Ngara particulièrement déstabilisés par l'afflux de 80 000 réfugiés. Avec MSF, le Secours populaire est, à cette époque, la seule ONG française présente sur place. La mission prend contact avec la direction du HCR (Haut Commissariat aux Réfugiés), et d'un commun accord, il est décidé de fournir des outils agricoles lorsque les regroupements vers des lieux semi-permanents seront effectués.

Début août, deux autres missions partent simultanément au Rwanda. L'une dans le sud-ouest, zone alors sous contrôle militaire français et l'autre dans le reste du pays. Pendant ce temps, le numéro spécial de *Convergence*, « Urgence Rwanda », les nombreuses initiatives des antennes, des comités, des fédérations du SPF, la campagne de solidarité du journal *l'Humanité* ont permis de rassembler près de 6 millions de francs. Sur place, trois types d'action sont engagés : la lutte contre l'épidémie de choléra dans les camps de réfugiés de Cyanguu, proche du Zaïre, l'aide à la reprise des travaux agricoles et une mission de développement et de réhabilitation autour de l'enfant non accompagné.

En France, des membres du SPF accompagnent une équipe rwandaise di-

rigée par une psychopédagogue, Béatrice Nijimbéré, fondatrice de l'association « Programme de réinsertion sociale » pour les sans-famille du Rwanda. Celle-ci ébauche un programme de soutien des enfants traumatisés par les violences vues ou subies. Un local est prêté. Environ 100 enfants et 2 veuves, qui s'occupent d'eux, y sont accueillis. Cette solution qui reproduit un cadre familial est largement préférée au placement en orphelinat dont les effets négatifs sont connus : perte de repères pour l'enfant, carence affective, risque d'appropriation des enfants par les institutions etc. Le projet prévoit de louer des maisons à la périphérie de la ville, pour en faire des maisons familiales afin de recréer un lien social. L'autosuffisance indispensable au maintien des enfants dans ces maisons sera assuré par la mise en place d'ateliers, de jardins potagers, d'unités d'élevage. Une maison de ce type existe déjà et commence à héberger orphelins, veuves, personnes âgées et seules.

Les premiers résultats sont encourageants. Les deux tiers des enfants sont déjà scolarisés dans le primaire et le secondaire. Quelques-uns, plus âgés, vont à l'université. Les autres suivent une formation artisanale au musée de Butaré.

Je souhaite soutenir les actions du Secours populaire au Rwanda et je verse la somme de F
Nom et prénom
Adresse
Ville
 Bon à adresser avec le règlement au comité ou à la fédération de votre région ou au Secours populaire français, 9/11 rue Froissard, 75140 Paris cedex 03



José Kagabo, responsable de mission du Secours populaire au Rwanda.

Un nouveau centre de formation à Gitarama

Le programme de réinsertion sociale fonctionne bien : 14 enfants ont retrouvé leurs familles. 34 sont inscrits au collège ou au lycée, et les petits à l'école primaire. A Gitarama, un centre de formation professionnelle qui accueillera des jeunes et des adultes a été ouvert. A Kigali, l'association Benimpuhwe a placé 104 enfants dans 40 familles. Plus d'un millier de personnes regroupées dans trois associations partenaires du SPF travaillent à la réalisation de ces programmes.

REPÈRES

Selon les autorités rwandaises, les enfants non accompagnés sont 15 000 de part et d'autre des frontières du pays (110 000 selon l'UNICEF). D'après les psychologues, 80% de la population est traumatisée.

Des femmes bien décidées à transformer leur vie

BILAN

Dans les pays du tiers monde, des millions de femmes assument traditionnellement des travaux pénibles. Elles récoltent le bois, transportent l'eau et pilent les céréales. Des technologies peu coûteuses, mais efficaces, épargnent pourtant de nombreuses heures consacrées à ces tâches difficiles. Dans la région de Tringa, au Mali, le Secours populaire a acheminé deux moulins à mil. Résultat : le temps pour piler, corvée qui jusqu'alors était effectuée en six heures, a été réduit de 80 %. L'apport de cette technologie très simple améliore la santé, libère le temps pour le consacrer à l'éducation et aux soins des enfants. Mais il permet aussi aux habitantes de cette région de s'investir davantage dans un rôle social : après avoir suivi des stages de formation, les femmes du Tringa ont aujourd'hui pris en main la gestion du complexe céréalier.

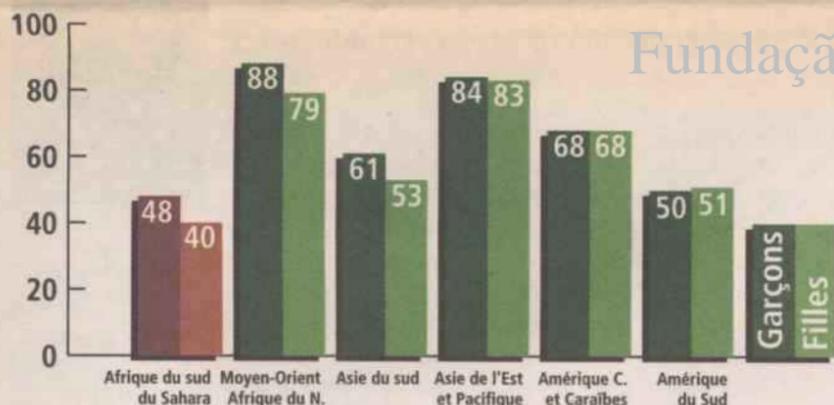
Cette volonté des femmes de s'installer dans le processus de développement de leur pays à l'échelle locale s'illustre à travers maintes initiatives impulsées par le Secours populaire.

Les femmes contribuent aussi gran-

dement à l'évolution des mentalités, notamment en matière de planification familiale. Elles connaissent le coût des naissances trop nombreuses et trop rapprochées. Elles savent qu'en Afrique, une jeune fille sur vingt risque de mourir pendant la grossesse ou l'accouchement. Mais leur rôle prépondérant ne se limite pas à l'apprentissage des techniques contraceptives. Elles sont aussi résolues à offrir la même éducation à leurs filles qu'à leurs fils.

De la résolution, les femmes algériennes en ont à revendre. Elles consacrent leur énergie à ouvrir des lieux d'accueil, à les équiper, et à nourrir les femmes en détresse et leurs enfants. Pour les y aider, durant les derniers mois de 1994, un convoi du Secours populaire a transporté 10 tonnes de denrées alimentaires en Algérie, un autre a acheminé du matériel scolaire. Ces deux exemples dans des situations et des pays très différents – le Mali et l'Algérie – montrent assez la volonté des femmes de transformer leur vie, pour peu qu'on les écoute et qu'on les soutienne grâce à un partenariat bien compris.

% de garçons et de filles atteignant la 5^e année d'étude



De tous les continents en voie de développement, c'est l'Afrique noire qui offre le moins de possibilités de scolarisation aux filles.



Répartition de l'aide du Secours populaire en Afrique (Chiffres de 1993 en francs)

Mali	889 096 F	Mozambique	32 500 F
Madagascar	818 887 F	Cap-Vert	31 000 F
Burkina Faso	306 220 F	Tunisie	25 519 F
Éthiopie	172 000 F	Namibie	17 412 F
Somalie	151 800 F	Angola	12 940 F
Maroc	129 629 F	Mauritanie	12 500 F
Algérie	95 450 F	Cameroun	10 000 F
Afrique du Sud	75 355 F	Sahara	9 561 F
Bénin	66 500 F	République Centrafricaine	9 437 F
Égypte	62 282 F	Togo	9 383 F
Soudan	38 800 F		

TEMOIGNAGE

Mohammed Rachidi, membre du SPF de Belfort. J'étais un des responsables de l'Association marocaine des Droits de l'homme lorsque je me suis investi dans les actions du Secours populaire, et notamment dans les parrainages des prisonniers d'opinion. Leurs familles, elles aussi, étaient en grande détresse. Elles étaient très isolées. Certaines étaient même délaissées par les autres membres de la famille. Ecrire aux prisonniers, envoyer un mandat, on peut croire que ce n'est pas grand chose, mais, lors de mon voyage au Maroc en décembre dernier, j'ai mesuré le poids de l'intervention de toutes les personnes de cœur qui s'étaient proposées comme parrains. Au congrès de l'AMDH, j'ai pris la parole pour expliquer le rôle du SPF et j'ai été très applaudi. Tout le monde est venu me remercier. Les prisonniers – dont beaucoup ont été libérés cet été – m'ont dit combien ils avaient été sensibles au soutien matériel et moral apporté par leurs correspondants. Dans leur emprisonnement, ces gestes ont immédiatement compté. L'aide morale qu'ils ont reçue a été d'une importance qu'on ne soupçonne pas. Ce

soutien, a priori symbolique, a représenté pour eux une très grande valeur. Ils ont insisté auprès de moi pour remercier toutes les personnes qui les avaient parrainés. Un des moments les plus forts a été de retrouver leurs enfants partis en vacances dans les familles d'accueil en France. Les gosses, qui avaient appris la libération de leur père pendant leur séjour, sont revenus les bras chargés de cadeaux. Les anciens prisonniers ont été touchés par ces gestes d'amitié. Aujourd'hui, s'ils sont sortis des prisons, ils éprouvent beaucoup de difficultés à se réinsérer. Mais ils peuvent compter sur le Secours populaire qui met au point de nouveaux projets.

Burkina Faso : améliorer les possibilités de soins...

La rénovation d'un petit dispensaire localisé dans le village de Zao permettra à plusieurs milliers de personnes de bénéficier de soins et de médicaments, cette « case de santé » servant aussi de pharmacie. Les 1 000 habitants de Zao sont concernés au même titre que la population des six villages environnants. La fédération de Belfort a participé au financement ainsi que la Communauté européenne pour un budget total de 63 000 francs.

Mali : vivre mieux au pays

Six Maliens, originaires du Tringa, immigrés en France et regroupés en association ont créé une coopérative agricole multifonctionnelle. Grâce à l'aide du SPF, ils ont pu mener à bien leur projet et retourner au Mali après avoir suivi plusieurs mois de formation en France. Les objectifs de la coopérative achevée en septembre 1994 sont multiples. D'abord limiter l'émigration des populations du Tringa en améliorant l'alimentation des quatre villages de la région, ensuite fournir à ses 95 % d'agriculteurs tout un ensemble de services. La production devrait permettre à terme l'autosuffisance des populations et la viabilité matérielle de la coopérative.

Madagascar : construction d'un centre de soins

En 1992, un centre de soins est construit à Antananarivo avec le soutien du SPF. Cette réalisation entre alors dans le cadre d'un programme médical d'éducation sanitaire à vocation préventive. L'engagement pris sur trois ans d'équiper le centre se poursuit. Depuis 1992, le SPF et le Comité de solidarité de Madagascar ont mis à disposition du centre une ambulance. Des salles de médecine, spécialisée et générale, un laboratoire et une salle de formation ont été équipés également.

Deux « Fourmi verte » pour 100 000 arbres

Depuis la Conférence de Rio en 1993 et la signature, à Paris en 1994, de la Convention sur la désertification, la lutte contre la déforestation est reconnue comme un des moyens les plus efficaces pour assurer le développement durable et la sécurité alimentaire de millions de personnes dans le monde. Dès 1987, dans le cadre du programme « 100 000 arbres pour le Sahel », le SPF a réalisé des opérations de reboisement au Burkina Faso et au Bénin. En 1992, il a entamé au Sénégal une troisième opération dans l'arrondissement de Sindian, en basse Casamance. En janvier 1995, le SPF s'est allié avec Fourmi verte, la revue des enfants-Nature, pour soutenir l'effort développé à Sindian. Convergence propose donc à ses lecteurs un lot de deux numéros de « Fourmi verte » pour 35 F – au lieu de 50 F – qui seront intégralement affectés au projet.

« 100 000 ARBRES POUR LE SAHEL »

Je souhaite recevoir lot(s) à 35 F l'unité

Je verse la somme de F par chèque à l'ordre de « 100 000 arbres pour le Sahel ».

Nom

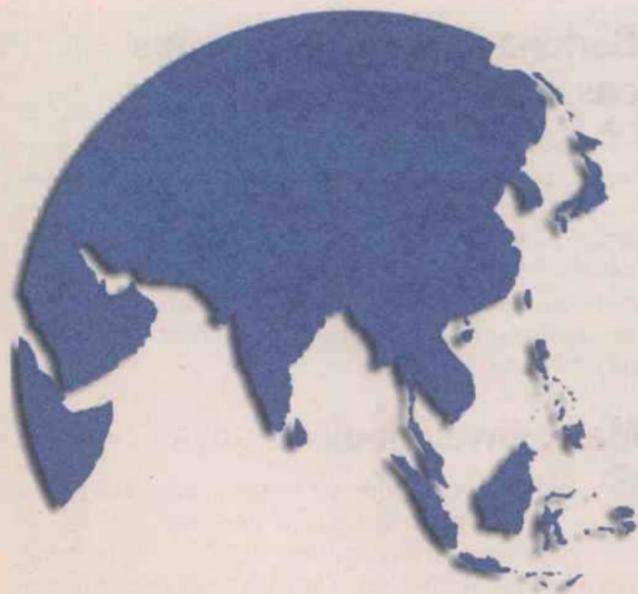
Prénom

Adresse

Code postal

Bon à retourner avec le règlement à « 100 000 arbres pour le Sahel » - Secours populaire français : BP 308 63008 Clermont-Ferrand cedex 1.

ASIE - MOYEN-ORIENT : EN MEILLEURE SANTÉ



Viet Nam : réhabilitation de l'hôpital de Hanoi

Depuis 1984, le SPF réfléchit avec trois ONG, le comité populaire d'Hanoi et la direction de l'hôpital, à la mise en place d'une mission de réhabilitation de l'hôpital Saint-Paul. L'état de pénurie, de vétusté, nécessitait une action d'ampleur pour rénover cette structure dont la capacité d'accueil s'élève à 500 lits dont 50% sont destinés à des enfants. Depuis cette date, le SPF s'est engagé dans un programme de réhabilitation de plusieurs services dont le service de nutrition, le service de maintenance biomédicale, les laboratoires de biochimie, de microbiologie et d'hématologie. En 1994, la réhabilitation a été achevée et l'accent a été mis sur la maintenance des infrastructures et des équipements dans une perspective de qualité des soins.

Roseline Bigot, responsable au SPF du service Asie. Le SPF est présent depuis 15 ans au Viet Nam en ce qui concerne les projets de développement. Grâce aux efforts et à la confiance de tous les protagonistes, notre collaboration porte maintenant ses fruits. Nous sommes parvenus à mettre en place une véritable politique de développement. C'est un résultat très encourageant d'autant que c'était la première fois qu'on se mettait en place un réel travail en multipartenariat. Ce projet a débouché sur d'autres actions reflétant la volonté des partenaires d'aborder la santé sous l'angle le plus large de l'économie et de l'éducation.

Inde : 250 emplois créés

Le 19 mars 1994, un élevage de vers à soie a été inauguré à Chintapalli-Hyderabad. Ce projet contribue indéniablement au développement économique, sanitaire et culturel du village. D'ores et déjà, 250 emplois ont été créés pour 9,8 hectares cultivés dans le cadre de l'unité d'élevage de vers à soie. Le partenariat du SPF et de la Sagar Rural Development Society, partisane d'une harmonisation du développement agro-industriel, sanitaire et culturel, devrait déboucher sur la mise en place d'actions de santé, d'éducation et de formation.



Bangladesh : une école pour les exclus

Exclus des écoles primaires publiques pour incapacité à payer les frais de scolarité, les enfants de trois bidonvilles de Dacca vont dans les écoles de Bina Sangstha, association se consacrant à la scolarisation des enfants déshérités. Malgré le dénuement, l'enseignement y est de bonne qualité. En effet, depuis 1992, la fédération du Bas-Rhin assure le salaire de quatre instituteurs de l'école de Ranavola qui accueille 400 élèves.

ZOOM

Chine

Près de dix millions de Chinois auraient quitté leurs fermes au cours de l'année 1994 pour se diriger vers les villes à la recherche des miettes du boom économique de leur pays. A ce rythme, la Chine risque de voir sa population urbaine passer de 325 millions à 700 millions d'ici à l'an 2020.

Asie Centrale

L'Union européenne assure une large présence humanitaire en Asie Centrale. Depuis début 1994, elle apporte une aide massive à l'Afghanistan (65,1 millions de francs), au Tadjikistan (68,6 millions de francs) et au Kirghistan (46,9 millions de francs) par l'intermédiaire d'ECHO, l'Office humanitaire de la Communauté européenne. Les populations de ces pays souffrent de la guerre civile et du délabrement économique qui frappe les anciennes Républiques soviétiques.

Viet Nam

180 personnes mortes, 200 000 évacuées, c'est le bilan de l'inondation qu'a subie le delta du Mékong à la fin de l'année dernière. Les eaux ont détruit les rizières qui ne pourront être remises en culture avant le printemps 1995. Au total, les cultures de 30 000 familles ont été anéanties. 350 millions de francs ont été apportés par ECHO pour des aliments, abris, moustiquaires, couvertures et vêtements.

Asie

Si la population actuelle du monde était réduite à un village de 100 personnes, 50 seraient mal nourries, 33 n'auraient pas accès à l'eau potable, 70 seraient analphabètes, 1 seule aurait reçu une éducation supérieure. Et parmi elles, 58 seraient asiatiques, selon Peace Corps, Unheard voices.



Une école dans le district de Vinh Lac.

Vers un mieux-être global au Viet Nam

SUR LE TERRAIN

Pas de bonne santé sans éducation ni bien-être matériel. Partant de ce principe, le SPF propose des actions de prévention, de réhabilitation et des micro-projets économiques.

En septembre 1992, le Secours populaire et l'Institut national d'hygiène et d'épidémiologie du Viêt-nam entamaient un programme de soins de santé primaire et de développement rural intégré. Objectif : améliorer le bien-être de la population du district de Vinh Lac. Un postulat : la santé publique dépend non seulement de l'état des structures de santé mais aussi du niveau de développement économique et socio-culturel. Une méthode : la concertation avec les populations villageoises intéressées, qu'il s'agisse d'énoncer la demande ou de choisir les actions et les formations à entreprendre pour y parvenir. Enfin, s'engager dans un solide partenariat avec les autorités locales afin d'inscrire le programme dans la politique globale du district, facteur non seulement de succès mais de reproductibilité ailleurs au Viêt-nam.

Grâce à l'aide de l'Union européenne, le programme dirigé par le Dr Germain Trugnan, directeur de recherches à l'Inserm démarre sur plusieurs fronts. L'hôpital du district, les maternités de Dai Tu et Nguyet Duc et les écoles de Van Xuan, An Tuong et Lung Hoa sont réhabilités et équipés, l'eau et l'électricité amenées. Afin de soutenir cet effort, des formations sont proposées, notamment concernant l'hygiène dans les hôpitaux, maternités et à l'école.

Le volet économique est mis en route. Trois micro-projets sont amorcés dans des régions très touchées par le chômage. Un élevage de poissons au village de Viet Xuan, une briquetterie à Dong Cuong et un élevage de vers à soie. Bien sûr ces

actions sont accompagnées de formations professionnelles dont certaines révèlent parfois des surprises en matière de compétences ignorées... Les techniciens venus de Hanoi ont été surpris par la qualité et la richesse des savoirs traditionnels exposés par les 60 participants en matière de cuisson de briques.

Dans les régions les plus pauvres, 10 caisses de crédit rural ont été mises en place avec une ONG franco-vietnamienne, « Le programme Fleuve rouge », afin de permettre aux paysans les plus pauvres d'accroître leur production.

Aujourd'hui, deux ans après le démarrage du programme, le réinvestissement des acquis économiques dans la santé n'est pas toujours évident. Car s'il est facile de reconnaître en la misère une source de maladies, sortir de la misère n'implique pas forcément d'investir dans la santé. La pédagogie consistera donc à court terme à investir une part des intérêts (2% par mois) des emprunts réalisés pour les micro-projets dans un fonds social de solidarité destiné à améliorer les salaires des professionnels de la santé et les structures de santé. Formation et concertation feront le reste.



Dr Germain Trugnan, directeur de recherches à l'Inserm, responsable du programme Vinh Lac.

Partant du principe que le premier geste-santé est de manger à sa faim, nous avons souhaité que le programme Vinh Lac illustre ce lien entre le sanitaire, l'économique et le socioculturel. Nous prenons grand soin que le développement à Vinh Lac ne soit pas artificiel et isolé, c'est pourquoi nous privilégions les rapports avec les autorités locales, administratives et sanitaires.

REPÈRES

Vinh Lac, district situé au nord de Hanoi compte 300 000 habitants. En 1994, le budget du programme Vinh Lac a été de près de 3 millions de francs dont 50% sont consacrés aux dépenses de santé et 50% au développement économique (micro-projets et crédit rural). 1 000 personnes ont bénéficié d'actions de formation. Elles seront 1 700 en 1995.

Je soutiens les actions du Secours populaire au Viet Nam

et je verse la somme de F

Nom et prénom

Adresse

Ville

Bon à adresser avec le règlement au comité ou à la fédération de votre région ou au Secours populaire français, 9/11 rue Froissard, 75140 Paris cedex 03

Education, développement et santé sont inséparables

BILAN

Cela peut sembler paradoxal. La santé est à la fois le résultat et l'origine du développement. Résultat, parce qu'un bon niveau de vie matérielle garantit une meilleure nutrition et de meilleurs soins. Origine, car une population en mauvaise santé s'enfoncé dans la misère.

C'est pourquoi dans les actions qu'il lance et soutient, le SPF s'efforce de « tenir les deux bouts » de la problématique santé des pays en voie de développement.

En premier lieu, agir pour la santé suppose une vraie politique de prévention. Intervenir dans l'urgence, on le sait, coûte cher et entraîne une hyper-médicalisation. Mieux vaut promouvoir une prévention basée sur la formation des intéressés : personnels de santé, mais aussi populations concernées. Dans ce but, le Secours populaire français, à travers son aide à la construction d'écoles, soutient aussi l'étude des sciences et des valeurs humanistes encourageant des pratiques d'hygiène et de prévention.

Son action, en Asie notamment, illustre

cette interactivité santé-éducation-développement avec les programmes expérimentaux du Liban et du Viet Nam mais aussi avec les initiatives plus modestes, mais non moins cohérentes, conduites par les fédérations du Secours populaire. Au Viet Nam et en Inde, les acquis du développement économique – micro-projets en pisciculture, artisanat, élevages de vers à soie – sont directement réinvestis dans des actions de santé, d'éducation et de formation.

Au Cambodge, au Viet Nam, au Liban et au Bangladesh, l'attention portée à la scolarisation des enfants défavorisés permet, en levant les barrières financières et culturelles, de préparer ses enfants à un meilleur avenir.

Enfin, même si le Secours populaire français privilégie la prévention, il est capable de réagir vite aux situations d'urgence provoquées par guerres et catastrophes. Dans un second temps, il s'efforce toujours d'aider à la reconstruction, et l'on sait combien la santé en constitue l'un des facteurs essentiels.

TEMOIGNAGES

Ani Assaf
professeur et secrétaire général du Secours populaire libanais.

La crise socio-économique a, ces dernières années, sévèrement frappé notre peuple et notre patrie. La guerre a eu pour conséquence la réduction de la base productive et des services économiques ; l'inflation qui atteint des sommets a considérablement réduit le pouvoir d'achat des deux tiers des citoyens de ce pays. Les institutions, qu'il s'agisse de la santé, de la protection sociale, de l'éducation et de la culture, sont démantelées... Le redressement national ne doit pas ignorer les exclus qui demeurent très nombreux. Le Secours populaire libanais, fort de ces



ments de méthode et d'organisation visant à la définition d'objectifs, à la mise en place de stratégies avant la mise en route des actions. A Vinh Lac, il reste beaucoup à faire en matière de gestion du service public, notamment au niveau des équipements sanitaires et sociaux tels qu'hôpitaux, écoles et centres de santé. Notre rôle est de convaincre nos partenaires qu'il est possible de faire beaucoup avec peu de moyens. A l'hôpital du district où des équipements ont été refaits et des formations réalisées, l'administration locale a commandité le repavement de la cour. Résultat : l'hygiène est mieux respectée, surtout en période de mousson. Cette initiative qui ne rentrait pas dans le programme de réhabilitation prévu par le Secours populaire illustre bien le rôle de nos actions dans la mise en route du dynamisme de développement local.



20 000 adhérents et de ses 272 médecins, entend bien relever ce défi. Il s'y emploie avec le soutien de son partenaire français, le SPF. L'année dernière, nous avons secouru près de 400 000 personnes et distribué environ 200 000 médicaments. Nous devons faire plus, tout en agissant auprès de l'Etat pour qu'il prenne ses responsabilités au plan social.

Pierre Grégoire, secrétaire général adjoint de la mairie de Montreuil, consultant sur le programme Vinh Lac au Viet Nam. Sur le programme Vinh Lac du Secours populaire j'ai joué un rôle de consultant en matière de diversification des activités rurales et industrielles. La tendance dans ce pays est de régler les problèmes au coup par coup, sans toujours établir de véritables priorités. Au titre de mes responsabilités à la mairie de Montreuil, j'ai eu en formation des hauts fonctionnaires de la mairie de Hanoi dans le cadre d'un programme d'échanges et de développement avec le Viet Nam. L'expérience a été passionnante. Je me suis efforcé de transmettre à ces responsables des élé-

Au Liban, priorité à la santé des enfants

En décembre 1994, Julien Lauprêtre, président du Secours populaire français, le Dr Ismail Hassouneh, représentant du Secours populaire libanais en France, et Robert Clément, président du conseil général de Seine-Saint-Denis, se sont rendus au Liban pour inaugurer le centre de prévention bucco-dentaire de Beyrouth-Achrafieh.



Département pilote en matière de soins dentaires, la Seine-Saint-Denis a accordé 1,2 million de francs au Secours populaire français pour le programme de prévention bucco-dentaire destiné aux enfants libanais. Il y a fort à faire. Etant donné le coût élevé des soins et l'absence de couverture sociale, 80% des enfants libanais souffrent de caries. Le centre inscrit dans ce programme aidera au dépistage, informera et formera chirurgiens-dentistes, pédiatres, travailleurs sociaux, éducateurs et bien sûr, enseignants et parents.

La délégation du SPF a aussi visité l'école maternelle de Barja qui reçoit 225 enfants défavorisés de toutes religions. Financée par le SPF, le Secours populaire libanais et l'Union européenne, l'établissement, ouvert voici trois ans, est un exemple rare d'école laïque dans un pays où l'enseignement des petits demeure privé, donc payant, et confessionnel.

Dernière réalisation en date au Liban : la maternité de Jdita, initiative commune au SPF, à l'Union européenne et au Secours populaire libanais. La première pierre a été posée le 20 novembre dernier. Il lui reste encore quelques mois de gestation.

Irak : l'aide aux Kurdes

La ville de Sulaimanieh dans la province du Kurdistan manque cruellement de structures médico-sanitaires. Grâce à la participation financière de différentes fédérations du Secours populaire français et de la Communauté européenne, la réhabilitation du centre médico-social de l'Association Amal a pu avoir lieu. Les 170 000 francs investis par les donateurs permettront à la population de bénéficier de soins. Dans cette optique, un médecin-expert a été mis à disposition d'Amal pendant 30 jours, du 7 juillet au 6 août 1994.



Cambodge : l'école de Trapeang Chhouk fait peau neuve

Le 9 septembre 1994 la construction d'une école maternelle de trois classes a commencé au village de Trapeang Chhouk. 120 élèves âgés de 3 à 6 ans vont pouvoir y être accueillis dans des conditions favorables. Résultant d'un partenariat entre le directeur de l'école, l'association Enfants du Cambodge et la fédération du Finistère, le projet avait débuté il y a deux ans avec la décision de remplacer les bâtiments en bois, devenus vétustes, par une nouvelle construction.



Bangladesh : 81 enfants pour un maître



Viet Nam : 34 enfants pour un maître



Suède : 6 enfants pour un maître

Pas de développement sans éducation. Il y a encore beaucoup à faire en Asie.

Répartition de l'aide du Secours populaire en Asie et au Moyen-Orient (chiffres de 1993 en francs)

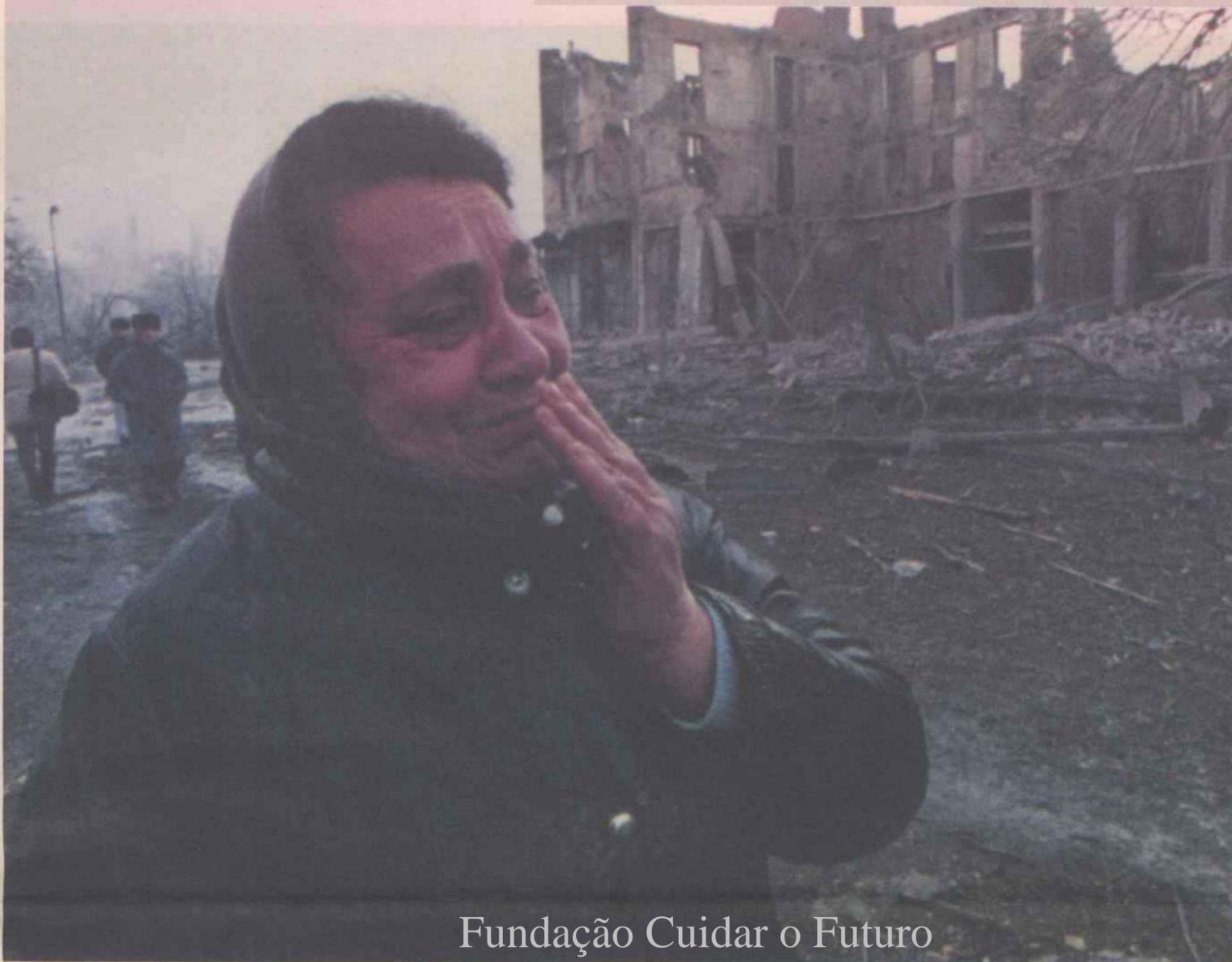
Inde :	2 146 551 F	Irak :	24 733 F
Viet Nam :	1 712 881 F	Cisjordanie :	20 474 F
Liban :	1 062 273 F	Bangladesh :	16 829 F
Cambodge :	56 314 F	Népal :	9 402 F
Tibet :	52 107 F	Timor-Est :	7 760 F

Cette somme sera doublée par la CCAS pour chaque carte achetée.

**ensemble
contre** la pauvreté
et l'exclusion



Fundação Cuidar o Futuro



Le conflit en Tchétchénie a généré d'énormes besoins en assistance humanitaire. 200 000 personnes ont été déplacées de Grozny vers l'intérieur des frontières de cette république du Caucase. Plus de 160 000 se sont réfugiées vers le Daghestan, l'Ingouchie et l'Ossétie du Nord. Différentes agences des Nations unies ont estimé à 121 millions de francs l'aide nécessaire à ces personnes dont 95% sont accueillies par des familles aux revenus très modestes. Dès les premiers jours du conflit, le Secours populaire a proposé son aide auprès du Comité international de la Croix-Rouge. Beaucoup de lecteurs de Convergence nous ont écrit pour proposer leur aide. Aujourd'hui, vous pouvez vous joindre à eux.



INTERVENIR Pour tous dons : consultez le comité SPF le plus proche ou le Minitel 36 15 Secours populaire (1,27 F TTC/mn).

Fundação Cuidar o Futuro

Ecoles et tentes détruites, hôpital endommagé, les campements de réfugiés sahraouis ont été victimes d'inondations en octobre dernier à Tindouf en Algérie. Depuis cinquante ans, aucune pluie de cette importance n'était tombée dans les environs. Lors de sa mission en Algérie du 12 au 22 janvier, le SPF a contribué à hauteur de 50 000 francs à l'achat de 40 tonnes de ciment, 8 tonnes de chaux et bois de construction. En février, une nouvelle équipe est partie y conduire un programme de réhabilitation des infrastructures scolaires et sanitaires.

INTERVENIR
Pour tous dons : consultez le comité SPF le plus proche ou le Minitel 36 15 Secours populaire (1,27 F TTC/mn).

SAHARA : CAMPS SINISTRÉS

La terre argileuse utilisée par les réfugiés sahraouis pour la construction de bâtiments n'a pas résisté à la violence des intempéries. Les campements de Guelta Zemmour et de Boucraa ont été déplacés, d'autres ont été endommagés.



AMÉRIQUE LATINE : BILAN ENCOURAGEANT



ZOOM

Nicaragua

4 000 francs ont été envoyés par les élèves du club Indira Gandhi à un écolier de San Bartolo afin que celui-ci poursuive des études secondaires. Cette histoire d'amitié entre le collège des Servizières à Meyzieu dans le Rhône et le Nicaragua remonte à 10 ans. Régulièrement, des dons permettent d'aider des projets réalisés sur place.

Mexique

Echange sacs, ceintures, bracelets, sets de table, écritaires en tissu contre 1 000 francs par mois... Un marché conclu en 1994 par la fédération EDF/GDF du Secours populaire et les 80 villageois du Chiapas réfugiés à la frontière mexicaine. Un dur exil pour ces Guatémaltèques d'origine en situation économique précaire. L'argent recueilli permet l'achat de nourriture et d'équipement de première nécessité.

Cuba : garantir la sécurité alimentaire

Le bloc de l'Est a entraîné l'économie cubaine dans sa chute. L'heure est désormais au rationnement généralisé. Le Secours populaire a mis sur pied deux programmes visant à améliorer la production de viande de lapin et la transformation des fruits et légumes. A La Palma, le SPF a permis la mise en place d'une chaîne de production de jus de fruits et le montage de séchoirs de fruits. Dans la région de La Havane et de Matanzas, le SPF Midi-Pyrénées soutient la réhabilitation de l'élevage de lapins.



Jacques Ouhayoune, chargé de recherche à l'INRA.

Manque de moyens. La virémie hémorragique qui est apparue en 1993 a entraîné la perte de 132 000 lapins sur 500 000. Le SPF m'a envoyé en mission pour étudier les modalités de la réhabilitation de l'élevage cynico-le. Partout, la maîtrise de l'élevage du lapin est très satisfaisante. Mais le manque de moyens et l'isolement technique se traduisent par une productivité modeste. Notre projet consiste à fournir des lapins à multiplier pour réapprovisionner les élevages, du matériel pour la construction de cages et mangeoires et des produits chimiques pour la fabrication de médicaments. Nous voulons aussi participer à l'équipement de structures de sélection-multiplication et d'un centre de formation des techniciens d'élevage.

Chili : début prometteur pour la coopérative de Punta Arenas

Sortir de la précarité, un espoir devenu réalité pour 300 familles chiliennes de Punta Arenas en Patagonie. Toutes bénéficient par le travail ou les retombées économiques de l'implantation d'une coopérative de traitement des produits de la mer. Officiellement ouverte en janvier 1994 après deux ans de travaux, celle-ci est opérationnelle depuis le 1^{er} mai. 400 kilos de produits nets conditionnés et surgelés sortent chaque jour des chaînes de production. A terme, l'entreprise cofinancée par l'Union européenne devrait connaître un essor et parvenir à l'autonomie. Déjà, un premier contrat d'exportation d'oursins a été signé avec le Japon.

Bolivie : l'énergie solaire au service des déshérités

Quarante équipements solaires permettront désormais à 240 Indiens de la communauté de Chimboata de bénéficier d'une source énergétique propre et non polluante. Pour le partenaire local, l'ONG Energetica, l'objectif était de freiner la déforestation et de réduire la dépendance de l'économie paysanne de la culture de la coca. Enfin, la population a pu être formée aux techniques du solaire. Montant total du projet : 2 millions de francs, cofinancé par l'Union européenne.



Auparavant cantonnées aux tâches domestiques, les femmes participent désormais à la vie économique.

Au Mexique, le miel adoucit la vie des Mayas

SUR LE TERRAIN

A Hopelchen, le SPF aide à la modernisation de l'apiculture, un savoir-faire ancestral. Les ventes de miel augmentent et apportent de quoi vivre à la communauté.



Dany Saint-Amans, responsable de la solidarité mondiale SPF de Haute-Garonne.

Chili

50 enfants défavorisés sont accueillis au jardin d'enfants Del Sol à Quilpue. La fédération de la Loire assure leur parrainage en versant chaque année 10 000 francs de subvention à cette institution chilienne. Les fonds envoyés en 1994 ont été utilisés à des fins pédagogiques. Un ordinateur et une imprimante ont complété l'équipement du centre.

Paraguay

Cette année encore, 61 enfants du quartier pauvre de Caaguazu ont pu bénéficier d'un enseignement scolaire grâce au parrainage de la fédération du Doubs. L'inscription, l'uniforme et un repas par jour, sont offerts par les parrains et marraines des enfants à raison de 675 francs par an.

C'est une petite communauté mexicaine très pauvre, cachée au fin fond du Yucatán et peuplée d'Indiens mayas, dont le sort a ému le Secours populaire de Haute-Garonne. Hopelchen se terre en lisière de forêt tropicale, à l'écart de la modernité, mais cependant atteint par les maux du sous-développement. Les habitants subissent le chômage, la marginalisation de leur culture, et la déforestation sauvage. La survie de la communauté dépend de la culture des haricots rouges et du maïs, planté au bâton sur des terres peu fertiles. Les lopins n'appartiennent pas aux cultivateurs et sont très éloignés des villages. Seule source potentielle de revenus, le miel de tsil tsil-ché et de tahonal (plantes locales) était de qualité médiocre et ne pouvait être commercialisé, faute de moyens de conditionnement.

Malgré cette atmosphère de « tristes tropiques », les habitants d'Hopelchen ne manquent pas d'initiative. En 1992, sous l'impulsion de l'association mexicaine Educe (éducation, culture et écologie) les paysans se regroupent en coopérative: Les paysans unis de Los Chenes Kabita. Avec Educe, ils lancent un programme de développement qui vise à assurer l'autonomie économique de la coopérative, mais se soucie aussi de la scolarisation des enfants, des problèmes de santé et de la préservation de la culture maya.

L'organisation Educe cherche une aide pour améliorer la production de miel, en vue d'une commercialisation. Elle contacte alors le SPF qui s'engage à financer l'action pour moitié. La fédération de Haute-Garonne décide de suivre ce projet de développement et sensibilise le département. Aux sollicitations

des donateurs, s'ajoutent l'organisation de braderies et la vente de pots de miel offerts par un apiculteur de la région toulousaine. De son côté, la Communauté européenne prend en charge l'autre moitié du financement.

A Hopelchen, les 86 000 francs ainsi réunis sont judicieusement utilisés par les apiculteurs. Ils acquièrent une pompe à grand débit en acier inoxydable, un conteneur élévateur qui permet de manipuler d'importants volumes de miel, une bascule, un réfractomètre pour évaluer le taux d'humidité et 120 fûts de stockage. La coopérative peut ainsi contrôler la qualité de son miel, augmenter la production tout en économisant la peine des apiculteurs. L'achat d'un véhicule adapté aux routes et pistes ravinées permet de transporter le miel.

En juillet 1994, Dany Saint-Amans et Claudine Chrétien se rendent à Hopelchen pour une mission d'évaluation. Elles constatent les progrès réalisés grâce à l'aide apportée et au travail quotidien de notre partenaire. Le miel est commercialisé dans plusieurs villes du Mexique et exporté en Allemagne, en Autriche, en Suisse et aux États-Unis. Les bénéfices réalisés permettent à 1500 personnes de vivre et d'améliorer leurs conditions de vie. En attendant d'autres coups de pouce du SPF de Haute-Garonne.

La vie change

Educe est un partenaire sérieux, rigoureux. Il fait un travail de fond pour redonner une dignité à la communauté. Tous les membres de la coopérative ont une responsabilité et sont écoutés. Nous avons constaté que la vie est en train de changer. Les enfants vont un peu plus à l'école. Les paysans gagnent un peu d'argent, ils peuvent se soigner, acheter du maïs pour se nourrir. Suite à notre première aide, nous soutenons aussi la formation de promoteurs de santé et la mise en place de toilettes écologiques pour éviter la prolifération des maladies.

REPÈRES

Hopelchen est la commune la plus pauvre de l'état du Campeche, situé au sud-est du Mexique. Elle regroupe 16 communautés sur un rayon de 250 km. La population se compose d'Indiens mayas. Dans certains villages 80 % des personnes parlent uniquement le maya.

Je souhaite soutenir les actions du Secours populaire au Mexique et je verse la somme de F
Nom et prénom
Adresse
Ville
 Bon à adresser avec le règlement au comité ou à la fédération de votre région ou au Secours populaire français, 9/11 rue Froissard, 75140 Paris cedex 03

Les scientifiques cogitent pour la solidarité

BILAN

Les têtes chercheuses sont de plus en plus présentes dans les missions du Secours populaire. Ingénieurs, chercheurs, médecins sont largement mis à contribution lors de la conception des programmes et de leur évaluation sur place. Leur participation s'avère indispensable alors que les projets de développement prennent de l'ampleur et font de plus en plus appel à des techniques sophistiquées.

A Punta Arenas, au Chili, c'est un professeur de technologie qui a pris la direction de la coopérative de surgélation et conditionnement en gros des produits de la mer. A Cuba, Céline Porcheron et Florence Strigler, ingénieurs en agro-alimentaire, impulsent le développement d'une petite industrie et la mise en place d'une chaîne de fabrication de jus de fruits. Jacques Ouhayoune, docteur en zootechnique et chercheur à l'Institut national de la recherche alimentaire, met ses compétences au service de la réhabilitation de l'élevage de lapins. Enfin,

le suivi d'un projet s'est révélé être une bonne école pour les élèves de l'Institut supérieur d'agriculture agro-alimentaire de Lille qui ont participé à l'installation de panneaux solaires pour la communauté indienne de Chimboata en Bolivie.

Pour le SPF ces coopérations sont avantageuses: la participation des scientifiques améliore les programmes, garantit leur faisabilité et leur efficacité. Ils peuvent aussi faire bénéficier les missions de contacts sur place avec leurs homologues, ou aider à trouver les bons interlocuteurs. De leur côté, chercheurs et ingénieurs trouvent dans les missions du SPF une façon de se rendre utile en toute modestie. Comme le dit Jacques Ouhayoune: «Nous n'apportons pas de recettes toutes faites. Nous nous appuyons sur les observations et les expériences de nos interlocuteurs qui ont une meilleure connaissance de leur milieu. Nous découvrons les réponses avec eux».

TEMOIGNAGES

Florence Strigler
Ingénieur agronome
responsable de mission
du Secours populaire
à Cuba en janvier 1995.

A Cuba, dans une petite coopérative agricole, le Secours populaire monte une petite ligne de fabrication de jus de fruits. Je me suis occupée du choix et de l'achat du matériel, en fonction des éléments d'informations fournis par nos interlocuteurs locaux. J'ai rencontré des spécialistes des jus de fruits tropicaux afin de transmettre des données techniques aux Cubains, notamment sur la durée et la température de pasteurisation des fruits. Puis je suis partie en mission trois semaines.



Malheureusement la ligne de fabrication n'était pas encore livrée. Nous avons préparé l'installation du matériel. Il a fallu remettre un peu de temps pour l'alimentation en eau et réviser l'équipement électrique du bâtiment qui devait recevoir les machines. J'ai transmis les explications du fabricant et traduit les modes d'emploi des machines. Nous avons aussi préparé la suite du programme: séchage des fruits et fabrication de confiture. Cette mission m'a beaucoup apporté. J'ai découvert un pays sous l'angle professionnel après l'avoir connu en touriste.

Hervé Gouyet,
Ingénieur, chercheur à EDF.
Je suis adhérent du club Coopération développement, une association qui met à profit les compétences d'EDF au service de projets d'électrification dans des pays en développement. La fédération du Secours populaire d'EDF nous a



demandé une aide technique, humaine et financière sur un projet d'équipement photovoltaïque à Cuba. Ayant des connaissances sur le sujet, j'ai été sollicité. J'ai trouvé un partenaire industriel en France pour fournir les panneaux. Ensemble, nous avons réalisé deux prototypes. Sur place, nous avons pu adapter le matériel aux demandes et aux contraintes. Par exemple, il y avait des problèmes de tension, et des carences matérielles que nous n'avions pas prévues: les Cubains manquent de tout, même de boulons. C'était ma première mission sur le terrain. J'ai découvert des gens qui vivent une réalité différente, qui se débattent pour faire avec les moyens du bord.

Je trouve que la collaboration avec le SPF est une bonne formule. Trop souvent les ONG manquent de spécialistes et achètent des produits clés en main peu adaptés. Nous apportons un complément technique pour que ça fonctionne bien et longtemps.

Haiti: le foyer Alice Garoute cherche son autonomie

1994. Les subventions apportées depuis 3 ans par le Secours populaire, ont permis au foyer Alice Garoute de Port-au-Prince à Haiti de démarrer. La population peut désormais profiter des équipements d'un dispensaire, d'un centre de formation de monitrices rurales et d'alphabétisation ainsi que d'un ensemble d'activités agricoles. Malheureusement, les efforts de réhabilitation amorcés dès 1992 se sont révélés insuffisants pour accueillir les 4 000 bénéficiaires prévus par an. En mai, une mission de la fédération de l'Isère s'est rendue sur place. Le bilan s'est avéré sévère: pénurie d'énergie, sécheresse... Seule solution selon le Secours populaire et la Ligue féminine d'action sociale (partenaire local): donner au foyer les moyens de son autonomie de fonctionnement. Une demande de subvention a été faite à l'Union européenne.



Bolivie: 700 enfants sur les bancs de l'école...

En février 1994, une nouvelle école a été inaugurée à La Paz en Bolivie. Plus de 700 garçons et filles, issus de familles d'anciens mineurs, sont concernés par ce projet destiné à soutenir la communauté indienne d'El Alto. Co-financée par l'Union européenne et le Secours populaire, cette nouvelle école constitue aussi un lieu d'accueil pour les associations qui se préoccupent des enfants de la rue.

Uruguay: une coopérative lancée à la Teja

Lorsqu'en 1984 l'Association des voisins de la Teja d'Uruguay crée une polyclinique, il s'agit d'éduquer et de soigner la population menacée par la crise économique. Très vite, les ressources financières escomptées ne suffisent plus à équilibrer le budget du centre de santé. La création d'un atelier coopératif de production de couvertures est alors mise à l'étude. En 1994, 60 emplois ont été créés et les bénéfices réalisés assureront le financement de la polyclinique.



Maurice MIZRAHI, membre du secteur Solidarité mondiale.

Assurer l'autonomie. « A terme, l'objectif de l'atelier cofinancé par le SPF et l'Union européenne est d'assurer son autonomie et d'élargir son champ d'intervention social et sanitaire. En ce sens, la production de couvertures vendues dans le monde entier permet de répondre à des situations d'urgence, celles de réfugiés par exemple. La population est motivée par l'espoir de mener à bout le projet, et de l'espoir peut naître beaucoup de choses.

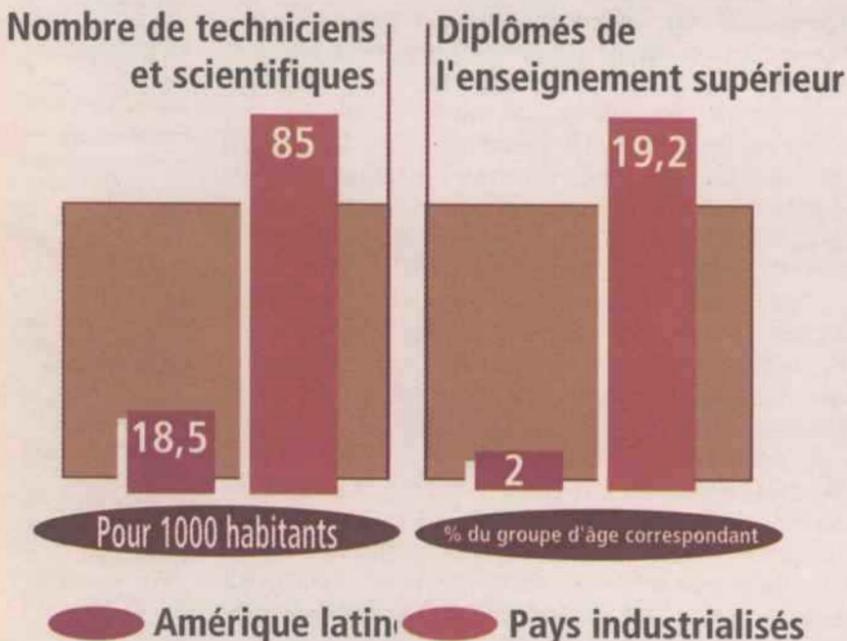
Cuba: L'énergie solaire améliore la production laitière

Faute d'une alimentation suffisamment riche du bétail, la production laitière n'est pas satisfaisante. Un système de pâturages tournants permettait de régénérer l'herbe, mais la pénurie d'électricité rend le clôturage électrique inopérant. Les vaches sortent des pâturages et vont paître sur les parcelles en jachère. La fédération EDF-GDF du SPF remédie aux déficiences électriques par l'énergie solaire. Un module solaire coûtant 650 francs alimente un enclos de 200 vaches. Résultat: le respect de la rotation des pâturages améliore la production laitière de 2 litres par jour et par vache.



Réunion à la coopérative La Miriam à Cuba. Le dialogue avec les partenaires locaux permet de trouver les réponses adaptées au terrain

L'Amérique latine manque de scientifiques



Répartition de l'aide du Secours populaire en Amérique latine (chiffres de 1993 en francs):

Bolivie:	1 212 407 F	Chili:	48 293 F
Cuba:	245 277 F	Nicaragua:	34 470 F
Uruguay:	126 482 F	Haiti:	25 315 F
Paraguay:	77 017 F	Brésil:	12 000 F
Salvador:	75 137 F	Guatemala:	10 326 F

EUROPE: RECONSTRUIRE



Kosovo: aide alimentaire d'urgence

Au Kosovo, la mission du Secours populaire, conduite par André Pinatel, a travaillé dix mois. Le programme d'aide alimentaire financé par l'Union européenne à travers Echo (office humanitaire de la Communauté européenne) a concerné 7 hôpitaux, 16 maternités et 6 institutions. Au total 1200 tonnes de nourriture ont été distribuées auprès de 30 000 personnes. Budget de l'opération : 12 millions de francs. Selon l'avis des institutions, des associations locales et des organismes internationaux, la mission du SPF a accompli « un travail exemplaire ». Le programme d'Echo a pris fin en janvier dernier. Mais le Secours populaire poursuit son action avec l'appui des fédérations: Manche, Rhône, Seine-Maritime, Var, Val d'Oise, Bouches-du-Rhône, Alpes-Maritimes, Pyrénées-Orientales, Calvados et Alpes de Haute-Provence.



André Pinatel, responsable de la mission du SPF au Kosovo.

Manque de tout. « Lorsqu'un malade atteint par la tuberculose se présente à l'hôpital, me disait le docteur Zaimi, il faudrait examiner toute la famille... ». Mais l'essence manque aussi au médecin pour se déplacer. L'enseignant travaille, lui, dans des locaux de fortune, souvent trop petits, sans chauffage. Il sait que tel enfant n'a plus de chaussures pour se déplacer, qu'après 16 heures il n'y aura plus d'électricité. Les villages en altitude ont été totalement isolés cet hiver. D'autres n'ont pas d'eau potable. D'autres encore, récemment inondés, ont une eau domestique polluée par les eaux usées et par les ordures qui s'amoncellent autour des bidonvilles. Depuis près de trois ans le Secours populaire est intervenu en Croatie, en Bosnie, en Serbie centrale dans les camps de réfugiés, au Kosovo. Nous avons aidé les Serbes, les Albanais, les Bosniaques, les musulmans, les Croates, les Monténégrains, les Gitans et d'autres encore. Le responsable du Haut Commissariat aux réfugiés des Nations unies m'a dit : « André, j'aime beaucoup votre manière de travailler. Vous créez une relation humaine qui représente une grande richesse. Le côté humain de votre action représente une valeur irremplaçable. »

Sarajevo: pont humain et universitaire

Le SPF et l'association Etudiants pour Sarajevo ont décidé d'instituer un pont humain et universitaire sous l'égide du professeur Spira de l'INSERM et de Gérard Oksenhendler, médecin du SPF. Une semaine par mois et durant un an, un universitaire et un étudiant français se rendent à la faculté de médecine de Sarajevo pour participer à la formation des praticiens et apporter des manuels de médecine générale ou spécialisée ainsi que du matériel pédagogique. La première mission s'est déroulée du 21 au 28 avril 1994.

Hongrie: un camion de médicaments

Entre le 24 et le 30 mai 1994, un camion de 9 m³ de matériel a été affrété par la fédération de Seine-et-Marne et le comité RATP du SPF en direction de Pécs, en Hongrie. A son bord, des antibiotiques et des produits d'hygiène répondant à une demande précise de la correspondante présente dans les camps de réfugiés d'ex-Yougoslavie de Pécs. Près de 600 élèves ont participé à la collecte de médicaments. Ils ont aussi envoyé des dessins porteurs de messages de paix.

ZOOM

Roumanie

La Roumanie était en 1992 le pays avec le PNB le plus faible par habitant (1080 \$) parmi les six pays d'Europe centrale et orientale postulant à l'entrée dans l'Union européenne. Le taux d'inflation annuel battait également un record avec 144 % en juillet 1994. De lourds handicaps malgré un taux de chômage relativement faible de 10,7 % de la population active en juillet 1994.

Macédoine

Une ambulance Copains du monde est parvenue à Skopje entre Noël et le Nouvel An 1993. Un besoin urgent, puisque seuls trois véhicules médicaux étaient alors disponibles pour les 300 000 habitants que compte la ville. C'est ainsi que 500 enfants hospitalisés en psychiatrie ont pu recevoir jouets, vêtements et bonbons grâce à une collecte organisée par la fédération de Gironde.

France

20 000 Français âgés de 9 à 14 ans ont passé trois semaines de vacances en Bretagne au mois de juillet dernier. Ils vivent dans le quartier Ardoyne de Belfast, sinistré par le chômage et où les chances d'une bonne scolarisation sont faibles. Accompagnés par deux mères de familles irlandaises, ces enfants ont découvert en France un autre mode de vie exempt d'insécurité.

Irlande

Le Conseil européen a avalisé l'octroi de 300 millions d'euros de ressources supplémentaires à l'Irlande. Un geste pour saluer le processus de paix enfin engagé dans ce pays. La rénovation urbaine et rurale, l'emploi, le développement transfrontalier, l'intégration sociale et la promotion des investissements seront financés en priorité.



Des enfants réfugiés de l'ex-Yougoslavie reçoivent de l'aide en Hongrie.

JEAN THIERCELIN

Mobilisation générale pour l'ex-Yougoslavie

SUR LE TERRAIN

Dès le début des hostilités, les fédérations du Secours populaire se sont mobilisées. Les premiers convois partent vers l'ex-Yougoslavie dès octobre 1991 et n'ont cessé depuis.



Denis Pinsolle, responsable de la solidarité mondiale du SPF du Lot-et-Garonne

A l'est de Mostar

Au mois de janvier 1994, je suis parti en Bosnie pour accompagner un convoi du SPF de la fédération du Lot-et-Garonne à Mostar. A l'est de la ville, c'est le secteur musulman. Ce qui ressemble fort à un ghetto, est privé d'électricité. Lorsque nous sommes arrivés, nos phares n'ont éclairé que des ruines: on apprendra plus tard que Mostar-Est, est détruite à 90%. Pourtant, 70 000 personnes y vivent encore. Situé dans la zone industrielle, l'hôpital Velmos, pour lequel notre mission apporte appareils de radioscopie, médicaments et produits alimentaires est un hangar aménagé. Les vitres ont été brisées par les explosions. Les blessés arrivent par vagues. Beaucoup sont des enfants touchés par les mines ou atteint par les balles des militaires. Nous ne sommes qu'à deux kilomètres du front.

Les fédérations ont parfois joint leurs efforts pour affréter un camion. Parfois, certaines, comme la Moselle, ont acheminé plusieurs convois à elles seules. Elle a fait parvenir du matériel médical, des équipements dentaires, des produits d'hygiène, de la nourriture, pour un montant de 3 500 000 F. Les animateurs du SPF de ce département ont effectué des collectes auprès de 250 écoles et 250 commerçants. Trente bénévoles ont assuré l'organisation de cinq convois. La solidarité s'est aussi souvent exprimée à l'échelle régionale. Tous les départements de la région Midi-Pyrénées se sont regroupés pour assurer un transport en direction de Zagreb et Kasma. Ce qui n'a pas empêché la fédération des Hautes-Pyrénées de remplir, quelques mois plus tard, deux camions de 20 tonnes de matériel médical, scolaire, de literie et de nourriture. Les missions sur place se doublent parfois d'autres initiatives. Ainsi, le Puy-de-Dôme a accueilli des enfants yougoslaves pendant l'été.

Pour 1994, vingt-cinq fédérations sont intervenues en ex-Yougoslavie. « Un extraordinaire sens de la solidarité les anime, précise Guy Chouly, responsable des pays d'Europe centrale et orientale au SPF. Par centaines, les bénévoles ont été sur la brèche pour collecter et transporter du matériel. L'acheminement de l'aide a souvent été difficile. Au Kosovo, pour chaque convoi, il a fallu obtenir la levée de l'embargo. Pour y parvenir, de nombreuses démarches ont été nécessaires auprès du ministère de la Défense et auprès de l'ONU. Nous avons eu d'ex-

cellents contacts avec les soldats de la Forpronu, qui ont même coopéré. Grâce à eux, l'envoi du matériel en direction des habitants de Sarajevo a été grandement facilité. Les militaires français ont bien compris le sens de notre action et aucun n'a fait de différence, parmi les destinataires, entre les Bosniaques, les Croates, les Serbes, les musulmans. » Le bilan des fédérations, des comités et des donateurs est impressionnant. Au Kosovo, indépendamment du programme d'aide d'urgence financé par Echo, 30 hôpitaux, maternités et institutions ont reçu des médicaments et des produits d'hygiène. Au total, 30 000 personnes de la région ont bénéficié de l'aide du SPF. A Rudu en Bosnie, 1 000 personnes ont été secourues et 7 000 livres ont été collectés dans le cadre de la renaissance de la bibliothèque de Sarajevo. A l'hôpital de Skopje en Macédoine, 10 tonnes de matériel et une ambulance ont été remises. Les 5 000 réfugiés bosniaques et croates de Baryana en Hongrie ont, eux, reçu 61 tonnes de matériel. En 1994, au total, le montant de l'aide des fédérations pour l'ex-Yougoslavie est de 2 685 000 F. Pour la mener à bien il a fallu 9 850 heures de bénévolat, équivalent à 410 journées de 24 heures.

Je soutiens les actions du Secours populaire en ex-Yougoslavie
 et je verse la somme de F
 Nom et prénom
 Adresse
 Ville
 Bon à adresser avec le règlement au comité ou à la fédération de votre région ou au Secours populaire français, 9/11 rue Froissard, 75140 Paris cedex 03

Un nouveau départ pour l'Europe de l'Est

BILAN

Le coût humain de la transition politique et économique en Europe centrale et orientale commence à se dessiner dans les statistiques sociales. L'Albanie, la Bulgarie, la Roumanie, la Russie et l'Ukraine sont les pays les plus durement frappés. Le taux de mortalité des adultes a augmenté. Les inscriptions dans l'enseignement secondaire ont reculé et le taux de criminalité a connu une hausse sans précédent. En Bulgarie, en Hongrie, en Pologne, en République Tchèque, en Roumanie, en Russie et en Ukraine, les salaires ont régressé. Quant à la Biélorussie, elle paie un lourd tribut à la catastrophe nucléaire de Tchernobyl (Ukraine). Les vents dominants ont poussé le nuage radioactif au-dessus de ce pays.

Aussi, en 1994, le Secours populaire a-t-il accentué ses efforts vers les pays d'Europe centrale et orientale. En Roumanie, l'association a prolongé le programme mère-enfant. Avec l'Anapsy, Enfance et musique et un troisième partenaire local, la formation du personnel

de santé et l'accueil des jeunes enfants se poursuivent. En Albanie, la fédération du SPF de Haute-Savoie a procédé à la réhabilitation de deux hôpitaux. Des échanges d'étudiants ont eu lieu. Au Kosovo, la présence, pendant dix mois, d'une mission du SPF a stimulé l'économie locale grâce à l'achat de fruits et légumes, en grande quantité, auprès des producteurs locaux. Le SPF s'est aussi inscrit dans les programmes Phare et Tacis pour la démocratie, lancés par l'Union européenne. Objectif: contribuer au développement des procédures démocratiques dans ces pays d'Europe centrale et orientale et dans la Communauté d'états indépendants (CEI), en soutenant - grâce à des cofinancements - les activités et les efforts des organisations non gouvernementales (ONG). Il s'agira de promouvoir les affaires économiques, le développement économique et culturel, la protection des travailleurs et des consommateurs, le renforcement des gouvernements locaux ou régionaux et des ONG.

TEMOIGNAGE



Guy Chouly, responsable au Secours populaire des pays de l'Europe centrale et orientale. Le Secours populaire est présent en Europe centrale depuis bien des années. Notre association s'est attachée à rechercher des partenaires fiables sur lesquels elle s'appuie pour mettre en place un programme et assurer son suivi. A cette recherche se joint la volonté de créer des associations de type loi de 1901, qui, comme en France, seront indépendantes

des pouvoirs publics. Dans la situation nouvelle que connaissent aujourd'hui les pays d'Europe centrale et orientale, notre expérience du partenariat est très précieuse. Elle favorise le renforcement de notre aide dans le domaine de la formation, de l'économie sociale et de la culture. Or, ces objectifs figurent parmi les programmes Phare (Europe centrale), et Tacis (ex-Union soviétique) qui visent à restructurer la démocratie à travers la prise en charge par la population de leur devenir. Aujourd'hui, les peuples des anciens pays de l'Est sont bien seuls. Ils ont besoin de contacts et d'échanges dans tous les domaines. En République Tchèque, l'action du Secours populaire concerne l'environnement et l'eau potable. Le ministère français de la Santé pourrait y apporter son soutien financier. Le ministère de la Francophonie pourrait, lui, nous aider à la poursuite de notre projet en Roumanie en matière d'éveil de la petite enfance. Le fait que ces deux objectifs s'inscrivent dans les programmes européens devrait les y encourager.

Roumanie : éveil culturel

Dès 1991, le SPF, ANAPSY et Enfance et Musique développent le projet de mise en place d'actions de formation à vocation éducative et culturelle en Roumanie. Public visé: le personnel et les enfants des pouponnières. En 1994, l'idée s'est concrétisée: les professionnels de l'enfance ont accès à des stages destinés à favoriser l'éveil culturel et la socialisation des enfants des pouponnières. Livres et cassettes devraient bientôt être édités.



Marc Caillard, directeur d'Enfance et Musique

Socialiser par la musique. Pour des enfants en pouponnière qui manquent de repères, l'éveil musical contribue à leur socialisation. Notre action s'inscrit dans la continuité du programme santé mère-nouveau-né, petit enfant, planification familiale. Cela est très important car l'expression sonore et musicale de l'enfant se construit au fil de sa maturation dans un échange culturel avec les adultes.

Notre action se déroulera jusqu'en 1996 grâce à la participation de deux musiciens.

Biélorussie : pour oublier Tchernobyl

Tchernobyl, 26 avril 1986, explosion d'un réacteur nucléaire: 800 000 enfants sont touchés. Huit ans après, les effets de la contamination radioactive les affectent toujours. Dans un esprit de solidarité, les fédérations du Nord et du Pas-de-Calais les accueillent en France pour des séjours d'un mois. En juillet, 250 enfants ont été reçus dans 212 familles, tandis que 50 autres sont partis en classe de mer au mois de novembre à Merlimont.

Géorgie : œuvrer pour la démocratie au Caucase

40 000 colis alimentaires ont été distribués par le SPF aux familles nombreuses de Tbilissi entre les mois d'octobre et de février. C'était la première mission menée en faveur de ces familles. L'Union européenne a apporté 500 000 écus. Face à la situation politique très tendue dans le Caucase, le SPF a également décidé d'aider l'association de la Maison caucasienne à exister. Défendre les idées de démocratie et de tolérance, prévenir les conflits en prônant la communication entre les peuples du Caucase sont les ambitions de cette association basée à Tbilissi. 995 000 francs ont été accordés au SPF par l'Union européenne pour l'équipement, le matériel pédagogique, la formation du personnel de la Maison caucasienne et la fabrication d'un journal. Le projet va se dérouler entre avril et décembre 1995.



Dans une rue de Tbilissi, les enfants rapportent du bois.

Valérie Le Galcher-Baron

En avant-première, le timbre Secours populaire



Vous pouvez dès à présent commander ces trois documents philatéliques:

- L'enveloppe « Premier Jour »: le timbre original accompagné d'une reproduction sur soie de la médaille éditée par le SPF pour son 50^e anniversaire.
- L'enveloppe « Vente anticipée à Metz »: le timbre original accompagné d'une reproduction sur soie du logo SPF 50^e anniversaire.
- Le document philatélique édité par la Poste, sur papier vélin, format 21 x 29,7.

CONVERGENCE



MARS 1995
Mensuel du Secours populaire français.

9-11, rue Froissart,
75140 Paris Cedex 03.
Tél.: (1) 44.78.21.00.
Fax: 44 78 21 88.
Téléx: 215781.

Minitel: 3615 Secours populaire
(1,27 F TTC/mn).
Commission paritaire: n° 56016.
Editeur SNEPEC Limoges.

Imprimerie SEP.

ISSN 0293 3292, dépôt légal

Mars 1995. Ce numéro a été

tiré à 741 000 exemplaires.

Directeur de la rédaction: René

Ledermann. Rédactrice en chef:

Renée David Aeschlimann.

Comité de rédaction: Charles

Akopian, Gilbert Avril, Eliane

Bonnet, Catherine Hocquinghem,

Pierre Kneubuhler, Julien

Lauprêtre, Martine Marchadour,

Thierry Mazabraud.

Rédaction: Corinne Crochet,

Bruno Lafosse.

Secrétaires de rédaction:

Gilbert Favre, Françoise Saigon.

Maquette: Hélène Bury.

Iconographie: Luc Stemmelin.

Photogravure: Franck Achard.

Prix: 3 F. Abonnement: 30F.

Abonnement de soutien: 50F.

100F. Changement d'adresse: joindre deux timbres à 2,80 F

COMMANDEZ VOS SOUVENIRS PHILATÉLIQUES

Je souhaite recevoir:

... enveloppe(s) « Premier Jour » au prix unitaire de 17 F

(+ 3 F de frais d'envoi)

... enveloppe(s) « Vente anticipée à Metz » au prix unitaire de 17 F

(+ 3 F de frais d'envoi)

... document(s) philatélique(s) au prix unitaire de 27 F

(+ 5 F de frais d'envoi)

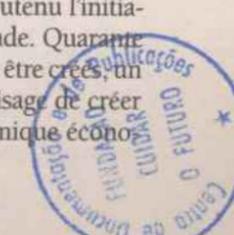
Je joins un chèque de.....F à l'ordre du Secours populaire

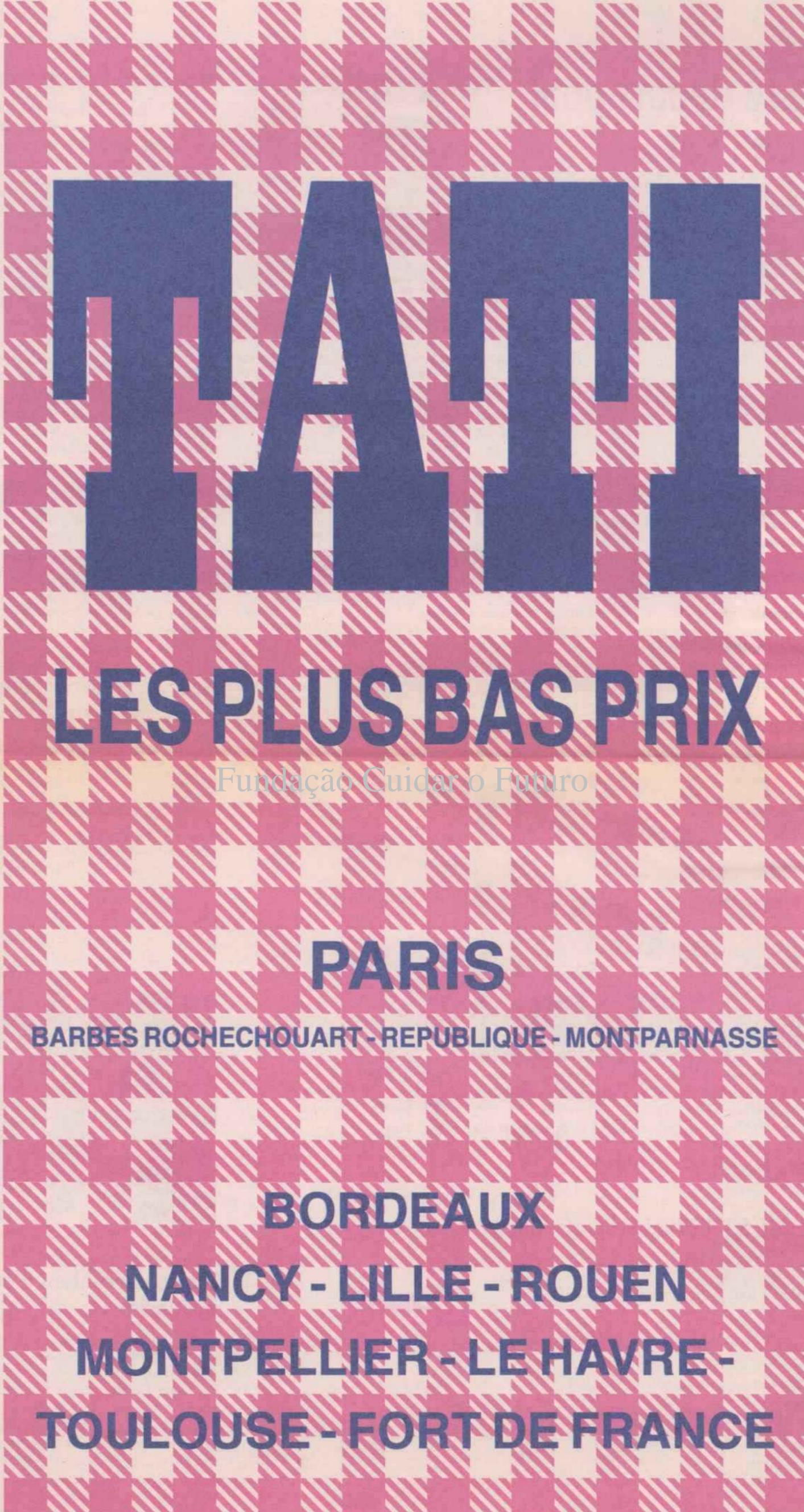
Nom Prénom

Adresse.....

Ville..... Code postal

Bon à retourner au Secours populaire français: 9/11 rue Froissart, 75140 Paris cedex 03.





MAAT

LES PLUS BAS PRIX

Fundação Cuidar o Futuro

PARIS

BARBES ROCHECHOUART - REPUBLIQUE - MONTPARNASSE

BORDEAUX

NANCY - LILLE - ROUEN

MONTPELLIER - LE HAVRE -

TOULOUSE - FORT DE FRANCE